

**MARCHE DE SERVICES D'ASSURANCES
POUR LE COMPTE DE LA**



CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**Palais de Chaillot
1 Place du Trocadéro et du 11 novembre
75 116 PARIS**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (CCTP)**

Marché N° AO-2025-09/01

Lot n°1 : Dommages Aux Biens

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert, comportant publicité européenne, en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

1 – Présentation des risques.....	3
Présentation générale de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine	3
Descriptif du patrimoine immobilier	3
Assurance souhaitée	3
Informations complémentaires	4
2 – Conditions Particulières Dommages aux biens	5
Assurés.....	5
Situation des risques	5
Biens assurés	5
Objet de la garantie	5
Garantie automatique des risques nouveaux.....	6
Garantie des bâtiments omis non intentionnellement	6
Montants des garanties et franchises	7
Solution de base (réponse obligatoire)	7
Garanties par sinistre	7
Tableau des garanties et franchises – Solution de base Franchise de Base	7
Tarification	11
Dispositions diverses	12
3 – Conventions Spéciales Dommages aux biens	13
Annexes.....	62

1 – Présentation des risques

Présentation générale de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine

Établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de la Culture, la Cité de l'architecture et du patrimoine constitue un équipement culturel polyvalent destiné à un large public intéressé par l'architecture, le patrimoine et l'espace de la ville.

Voir site : <https://www.citedelarchitecture.fr/>

Descriptif du patrimoine immobilier

Sites	Adresse	Surface	LCI
Locaux administratifs et ERP catégorie 1	Cité de l'architecture et du patrimoine 1 place du Trocadéro et du 11 novembre 75116 Paris	22 500 M ²	19.9 M€ 10.000 €/m ² sinistré
Gron Location	Zone d'activité Pierre Barre 89100 Gron	1 360 M ²	2.7 M€ 2.000 €/m ²
La plaine Sud Maillot	Maillot ZI Vallée de la Vanne 6 route de Malay Le Grand 89100 MALAY LE GRAND	792 M ²	1.58 M€ 2.000 €/m ²
Le Val d'Yonne de Maillot location	Maillot ZA du Val d'Yonne 2 Rue Saint Marc Grande Rue 89100 Maillot	400 M ²	3.1M€ 2.000 €/m ²
Provins	Rue André Francois Poncet Ancien couvent des Cordelières 77160 Provins	1 250 M ²	4.24€ 2.000 €/m ²
Espace de stockage	3/7 Boulevard Ney 75018 Paris	4 395 M ²	7.75€ 2.000 €/m ²

**Le candidat peut présenter une LCI générale pour l'ensemble des adresses soit 19.9 M€
Ou présenter une offre avec des sous LCI pour les différents sites, voire tableau ci-dessus**

Assurance souhaitée

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 4/63
---	---	-----------

Les candidats présenteront, conformément aux modèles de Conditions Particulières et de Conventions Spéciales proposés dans le dossier de consultation, une police couvrant l'ensemble du patrimoine à assurer (tous sites actuels et futurs dont la Cité de l'Architecture et du Patrimoine est propriétaire, co-propriétaire ou occupant à quelque titre que ce soit).

Les risques nouveaux sont garantis automatiquement, c'est-à-dire sans déclaration préalable de l'Assuré et sans accord préalable de l'Assureur.

La **Solution de Base**, comportant une franchise générale de 1.500€ constitue le schéma de garanties en cours.

La **réponse à la Solution de Base** définie est **obligatoire** sous peine de rejet des offres.

Le candidat peut proposer une offre sur les différentes variables

V1 Franchise générale 3.000€

V2 Franchise générale 5.000€

V3 libre Franchise librement définie par le candidat

Les **réserves** (et améliorations) sont admises et devront faire l'objet d'une note récapitulative annexée à l'acte d'engagement du dossier de consultation (cf. CADRE DE REPONSE TECHNIQUE joint).

Informations complémentaires

Cf. Annexes.

- A01 – Adresse des sites à assurer de la CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
- A02- Document Prévention des risques
- A03 - Statistique sinistres DAB de du 01/01/2022 au 23/10/2025

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 5/63
---	---	-----------

2 – Conditions Particulières Dommages aux biens

Assurés

Le Souscripteur :

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Palais de Chaillot

1Place du Trocadéro et du 11 novembre

75 116 PARIS

Représenté par son Président en exercice,

Situation des risques

Les risques sont situés aux adresses des sites de la CITE DE L'ARCHITECTURE indiquées dans l'annexe A01 liste des sites à assurer, ainsi que partout où besoin sera en France métropolitaine.

Biens assurés

L'ensemble des biens immobiliers en propriété ou en copropriété, occupés, loués ou utilisés (en totalité ou partiellement) par l'Assuré.

L'ensemble des biens mobiliers.

Objet de la garantie

L'objet de la présente police est donc de garantir l'ensemble des biens de l'Assuré (Bâtiments et contenu). Il s'agit de tous les biens immobiliers, y compris ceux destinés à la démolition, et mobiliers se rapportant directement ou indirectement aux besoins commerciaux, administratifs et particuliers de l'Assuré.

Il s'agit :

- De tous bâtiments, aises, annexes, attenances, dépendances, parkings, propriété de l'Assuré, y compris tous leurs aménagements et installations qui ne peuvent être détachés sans être détériorés ou sans détériorer la construction, notamment ascenseurs, monte-charge, installations diverses, y compris les aménagements mobiliers et immobiliers tels que les installations privatives

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 6/63
---	---	-----------

de chauffage et de climatisation, ainsi que tout revêtement de sol, de mur et de plafond, exécutés aux frais de l'Assuré ou devenus leur propriété, y compris les panneaux photovoltaïques, panneaux solaires.

Pour ce qui est des sites pris en location et/ou occupés à quelque titre que ce soit par l'Assuré, la couverture du présent contrat servira à garantir les conséquences pécuniaires résultant de leur responsabilité locative ou d'occupant à l'égard des bailleurs, propriétaires, locataires principaux, etc..., pour tous dommages matériels affectant les biens immobiliers loués ou confiés et résultant d'un sinistre. La responsabilité locative de l'Assuré est également garantie au titre de ce contrat à l'égard du propriétaire de biens mobiliers loués par leurs soins ou mis à leur disposition pour les dommages résultant d'un sinistre et affectant les dits biens.

- Des biens matériels y compris informatiques, marchandises...
- Des biens et équipements que des tiers confient à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine en tous lieux.
- **A noter que les œuvres confiées à la Cité de l'architecture et du patrimoine sont en grande partie la propriété de l'État, ce dernier étant son propre assureur. En outre, les œuvres exposées dans le cadre d'expositions ainsi que les maquettes et objets en dépôt de longue durée sont garanties au titre du contrat "Tous Risques Exposition".**

Garantie automatique des risques nouveaux

Les augmentations de valeurs dues aux constructions, adjonctions, acquisitions ou locations de bâtiments, mobiliers personnels et matériels, aménagements et embellissements, marchandises qui pourraient intervenir pendant l'exercice en cours, sont garanties sans déclaration préalable.

Les risques nouveaux bénéficient donc de toutes les garanties du présent contrat, telles que mentionnées aux Conditions Particulières.

L'Assureur devra, à l'échéance du contrat, demander au Souscripteur de lui fournir l'inventaire des acquisitions et retraits effectués en cours d'exercice.

Garantie des bâtiments omis non intentionnellement

La garantie est acquise, dans la limite de 10% de la surface totale déclarée, à des bâtiments ou locaux qui auraient pu être omis non intentionnellement par l'Assuré postérieurement à la date de régularisation du patrimoine par l'Assuré.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 7/63
---	---	-----------

L'Assuré s'engage à régulariser la cotisation relative à ces ou bâtiments ou ouvrages de génie civil.

Montants des garanties et franchises

Solution de base (réponse obligatoire)

En référence des Conventions Spéciales assurance Dommages aux Biens.

LCI générale non indexée)

(Tous dommages et responsabilités confondus) **19.900.000 €.**

Pour l'ensemble des sites

Ou

Une LCI POUR CHAQUE SITE voir tableau ci-dessus

Garanties par sinistre

A l'indice FFB en vigueur

En cas d'évènement touchant plusieurs bâtiments, application d'une franchise pour l'ensemble du sinistre.

Tableau des garanties et franchises – Solution de base Franchise de Base

Garanties	Montants	Franchises
Limite contractuelle d'indemnité (LCI) non indexée	19.900.000 € Par sinistre et pour l'ensemble des sites Ou un montant de LCI par site	
Chap 1 - Incendie et risques annexes		
Article 1 - Evènements assurés Incendie, explosions implosions, chute de la foudre, tempête, poids de la neige de la glace et de l'eau sur toiture, fumées, , chute ou choc d'appareil de navigation aérienne et d'engins spatiaux, franchissement du mur du son, choc de VTM, , acte de vandalisme émeute mouvements populaires attentats, Catastrophes Naturelles		
1.1 Incendie	19.900.000 €	1.500 €

Garanties	Montants	Franchises
1.2 Explosions Implosions	19.900.000 €	1.500 €
1.3 Chute de la foudre	19.900.000 €	1.500 €
1.4 Dommages électriques et électroniques	500.000 €	1.500 €
1.5 Tempête grêle et neige	19.900.000 €	1.500 €
Les arbres déracinés ou bris du tronc en cas de tempête	20.000 €	
1.6 Fumées	19.900.000 €	1.500 €
1.7 Chute ou choc d'appareil de navigation aérienne et d'engins spatiaux	19.900.000 €	1.500 €
1.8 Franchissement du mur du son	19.900.000 €	1.500 €
1.9 Choc de VTM	19.900.000 €	1.500 €
1.10 Dégât des Eaux et gel	19.900.000 €	1.500 €
Infiltration au travers des murs et façades	35.000 €	1.500 €
Infiltration d'eaux au travers des conduits de cheminée d'aération ou de ventilation ainsi que par les gaines techniques	35.000 €	1.500 €
Refoulement des égouts	35.000 €	1.500 €
Eaux de ruissellement hors catastrophes naturelles	150.000 €	1.500 €
Inondations hors catastrophes naturelles	300.000 €	1.500 €
Pertes d'eau	15.000 €	1.500 €
Canalisations enterrées	100.000€	1.500 €
Frais de recherche de fuite et frais de pompage et dégorgement	35.000 €	1.500 €
Gel des canalisations ou autres matériels à eau	50.000 €	1.500 €
1.11 Pertes de liquides	50.000 €	
1.12 Actes de vandalisme, émeutes, mouvements populaires, attentats	19.900.000 €	1.500 €
Article 2 - Dommages et Frais et pertes assurés	2.000.000 €	
2.1 Bâtiments		
Biens à l'extérieur	300.000 €	1.500 €
2.2 Ouvrages de génie civil	500.000 €	1.500 €
Garanties communes à 2.1 et 2.2 :		
a- Frais de secours-sauvetage et pompage	Frais réels	Néant
b- Frais de démolition, déblai, fouille	Frais réels	Néant
c- Frais de clôture provisoire et de gardiennage	Frais réels	Néant
d- Honoraires de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, de coordinateur de sécurité	Frais réels	Néant
e- Frais de mise en conformité	Frais Réels	Néant

Garanties	Montants	Franchises
f- Frais de nettoyage, de décontamination	Frais Réels	Néant
g- Remboursement primes d'assurance Construction	Frais réels	Néant
h- Les taxes d'encombrement du domaine public	Frais réels	Néant
i- Honoraires d'experts	Barème compagnie	Néant
2.3 Contenu	Compris dans les 19.900.000 €	
Biens de l'assuré confiés à des tiers	80.000 €	1.500 €
Biens pouvant appartenir à des tiers	100.000 €	1.500 €
Biens en cours de transport	50.000 €	
Biens en exposition	150.000 €	1.500 €
Bâtiments Omis à la souscription	1.000.000 €	1.500 €
2.4 La perte d'usage	2 ans	Néant
- Frais de déplacement et de relogement	Frais Réels	Néant
2.5 La perte de loyers et charges	2 ans	Néant
2.6 La reconstitution d'archives et de documents	500.000 €	Néant
2.7 Les intérêts d'emprunt	Frais réels	Néant
2.8 Les intérêts de découverts bancaires	Frais réels	Néant
2.9 Les pertes indirectes	10% du montant total du dommage sans justificatifs	Néant
2.10 Frais de gestion de crise consécutifs à un sinistre garanti	50.000 €	Néant
Article 3 - Responsabilités assurées		
3.1 Risques locatifs	15.000.000 €	1.500 €
Troubles de jouissance	5.000.000 €	1.500 €
3.2 Responsabilités « perte des loyers »	3 ans	Néant
3.3 Responsabilités suite à « Evénements assurés » :		
- Recours des voisins et des tiers	15.000.000 €	1.500 €
- Recours des concessionnaires et des copropriétaires	15.000.000 €	1.500 €
- Extension « locaux extérieurs »	1.000.000 €	1.500 €
3.4 Responsabilité Civile Propriétaire d'Immeuble	8.000.000€	
- Responsabilité « Immeuble »		
Dommages corporels	8.000.000. €	Néant
Dommages matériels et immatériels consécutifs	5.000.000 €	1.500 €
Dommages immatériels non consécutifs	750.000 €	5.000 €

Garanties	Montants	Franchises
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs suite à pollution ou atteinte à l'environnement accidentelle (par sinistre et par année d'assurance)	600.000 €	5.000 €
- Défense civile	75.000 €	1.500 €
3.5 Responsabilité « Conseil syndical »	500.000 €	1.500 €
3.6 Responsabilité de locateur d'ouvrage, de détenteur ou dépositaire	5.000.000 €	1.500 €
Chap 2 - Bris de machines et biens informatiques		
Article 5 - Garantie des biens	600.000 €	1.500 €
Article 6 - Garantie des frais indirects		
6.1 Frais assurés :		
- Frais de reconstitution des Médias	80.000 €	Néant
- Frais supplémentaires d'exploitation	80.000 €	Néant
- Biens en cours de transport	35.000 €	1.500 €
- Intérêts de découvert bancaires	Frais réels	Néant
- Frais d'adaptation de logiciel	200.000 €	Néant
6.2 Période indemnisation sauf pour les intérêts de découverts bancaires	24 mois 6 mois	Néant
Chap 3 - Vol Vandalisme		
Article 9 - Garantie des biens et archives		
Vol	300.000 €	1.500 €
Vol suite à détériorations immobilières	300.000 €	1.500 €
Vol suite à vandalisme et détériorations immobilières	300.000 €	1.500 €
Vandalisme à l'extérieur des bâtiments	300.000 €	1.500 €
Article 10 - Garantie des fonds et valeurs :	Exclue	
Chap 4 - bris de glace		
Article 13 - Etendue de la garantie	150.000€	1.500 €
Frais de clôture provisoire	50.000€	Néant
Frais de gardiennage	50.000 €	Néant
Chap 5 - Effondrement		
Article 16 - Etendue de la garantie	4.000.000 €	30.000 €
Chap 6 - Autres dommages		
Article 18 - Etendue de la garantie	1.000.000 €	30.000 €
Chap 7 - Catastrophes naturelles		
Article 20 - Objet et fonctionnement de la garantie	19.900.000 €	Franchise légale
Chap 8 - Dispositions communes		

Garanties	Montants	Franchises
Article 22 – Garanties frais supplémentaires d'exploitation et frais d'exploitation additionnels		
- Frais supplémentaires d'exploitation période maximum d'indemnisation	5.000.000 € 12 mois	3 jours
dont impossibilité d'accès / fermeture administrative (exclues après événements naturels)	15 jours	
- Frais d'exploitation additionnels	150.000 €	Néant
Article 28.5 – Assurance pour le compte de qui il appartiendra	200.000 €	1.500 €

Franchise applicable

Solution de Base	Franchise générale 1.500 € Franchise Effondrement et Autres Dommages 30.000 €
Variante 1	Franchise générale 3.000 € Franchise Effondrement et Autres Dommages 50.000 €
Variante 2	Franchise générale 5.000 € Franchise Effondrement et Autres Dommages 50.000 €
Variante libre	Le candidat peut proposer un montant de franchise générale et un montant de franchise pour les garanties Effondrement et Autres Dommages

Tarification

SOLUTION DE BASE -
Cf. Acte d'engagement.

VARIANTE 1 -
Cf. Acte d'engagement.

VARIANTE 2 -
Cf. Acte d'engagement.

VARIANTE LIBRE -
Cf. Acte d'engagement.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 12/63
---	---	------------

Assiette de tarification : 30 697 M² (gestion totale CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE)

Dispositions diverses

- Prise d'effet : 01/01/2026
- Échéance annuelle : 01/01
- Modalité de paiement : Annuelle
- Durée du contrat : 1 an, renouvelable tacitement 3 fois un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans
- Résiliation : Annuelle moyennant préavis de 6 mois pour l'Assuré et pour l'Assureur.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 13/63
---	---	------------

3 – Conventions Spéciales Dommages aux biens

Préalable

Le candidat peut reprendre l'ensemble des éléments du CCTP et amender les postes de garanties et les définitions contractuelles dans le cadre de sa réponse technique.

Le candidat peut aussi répondre et présenter son tableau de garantie et son intercalaire avec les conditions générales de l'assureur qui serviront de base contractuelle au contrat d'assurance

Chapitre 1 – Incendie et risques annexes

- Article 1 – Evènements assurés
- Article 2 – Dommages et pertes assurés
- Article 3 – Responsabilités assurées
- Article 4 – Exclusions spécifiques

Chapitre 2 – Bris de Machines et de Biens Informatiques

- Article 5 – Garantie des biens
- Article 6 – Garantie des frais indirects
- Article 7 – Mesures spécifiques aux frais indirects
- Article 8 – Exclusions spécifiques

Chapitre 3 – Vol

- Article 9 – Garantie des biens et archives
- Article 10 – Garantie des fonds et valeurs
- Article 11 – Obligation de sécurité
- Article 12 – Exclusions spécifiques

Chapitre 4 – Bris de Glaces

- Article 13 – Etendue de la garantie
- Article 14 – Mesures spécifiques en cas de sinistre
- Article 15 – Exclusions spécifiques

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 14/63
---	---	------------

Chapitre 5 – Effondrement

Article 16 – Etendue de la garantie

Article 17 - Exclusions spécifiques

Chapitre 6 – Autres dommages

Article 18 – Etendue de la garantie

Article 19 – Exclusions spécifiques

Chapitre 7 – Catastrophes Naturelles

Article 20 – Objet et fonctionnement de la garantie

Chapitre 8 – Frais supplémentaires d'exploitation

Article 21 – Objet de la garantie

Article 22 – Garanties complémentaires

Article 23 – Exclusions spécifiques

Chapitre 9 – Dispositions communes aux garanties

Article 24 – Garantie des honoraires d'experts

Article 25 – Délais d'intervention des experts de l'Assureur en cas de sinistre

Article 26 – Définitions

Article 27 – Exclusions communes

Article 28 – Estimation après sinistre des biens assurés

Article 29 – Expertise – sauvetage

Article 30 – Obligations de l'Assuré en cas de sinistre

Article 31 – Dispositions diverses

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 15/63
---	---	------------

Chapitre 1 – Incendie et risques annexes

Article 1 – Évènements assurés

La garantie s'applique aux dommages et responsabilités résultant de l'un des événements suivants :

- Incendie, explosions, chute de la foudre ;
- Dommages électriques ;
- Risques spéciaux : tempête, poids de l'eau sur toitures, fumées, chute ou choc d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux, choc d'un véhicule terrestre, dégâts des eaux, actes de vandalisme et attentats.

1.1. L'incendie

Combustion avec ou sans flamme en dehors d'un foyer normal.

La garantie s'étend aux dommages et pertes :

- causés par la fumée, gaz, chaleur résultant de l'action directe du feu ;
- occasionnés par les installations d'extincteurs automatiques (sprinklers, etc), par les secours et les mesures de sauvetage survenus dans les biens de l'Assuré ou ceux d'autrui, ainsi que par l'utilisation des produits extincteurs (eau, émulseur, gaz, poudre, etc).

Elle s'étend obligatoirement aux frais et pertes des produits d'extinction consécutifs à un sinistre, un acte de malveillance, un déclenchement intempestif des dispositifs d'extinction automatique.

En cas d'incendie causé par une installation photovoltaïque ou solaire appartenant à l'Assuré, la garantie reste acquise à l'Assuré

1.2. Les explosions

Actions subites et violentes de la pression ou de la dépression de gaz ou de vapeur.

La garantie s'applique aux explosions et implosions de toute nature ainsi qu'aux coups d'eau des appareils à vapeur.

1.3. La chute de la foudre

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés directement ou indirectement par la foudre.

1.4. Les dommages électriques

Dommages atteignant les appareils, machines, moteurs électriques et électroniques, leurs accessoires et matériels périphériques, les canalisations électriques et résultant :

- de l'incendie ou des explosions prenant naissance à l'intérieur de ces objets ;

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 16/63
---	---	------------

- des accidents d'ordre électrique affectant ces objets, y compris les dommages dus à la chute de la foudre ou à l'influence de l'électricité atmosphérique.

1.5. Les tempêtes, grêles et neiges

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés par l'action directe :

- du vent ou du choc d'un corps renversé ou projeté par le vent,
- de la grêle sur les toitures, volets, persiennes, façades.
- du poids de la neige, de la glace ou de l'eau accumulée sur les toitures,

lorsque ces phénomènes ont une intensité telle qu'ils détruisent, brisent ou endommagent un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans la commune du risque sinistré ou dans les communes avoisinantes.

Cette garantie s'étend en outre aux dommages de mouille causés par la pluie, la neige, la grêle, la glace ou l'eau lorsque cette pluie, cette neige, cette grêle ou cette eau pénètre à l'intérieur du bâtiment assuré – ou renfermant les objets assurés – du fait de sa destruction partielle ou totale par l'action directe du vent, de la grêle sur les toitures, volets, persiennes, façades ou de la neige, de la glace ou de l'eau accumulée sur les toitures et à condition que les dommages de mouille aient pris naissance dans les 72 heures suivant le moment de la destruction partielle ou totale du bâtiment assuré.

Sont considérés comme constituant un seul et même sinistre, les dommages survenus dans les 72 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages.

1.6. Les fumées

Dommages causés par des fumées, les émanations, les vapeurs, les gaz quelle que soit leur origine, ayant pris naissance dans les biens assurés et/ou du voisinage et dues à une défectuosité soudaine et imprévisible d'un appareil quelconque.

1.7. La chute ou le choc d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés par le choc ou la chute d'appareils de navigation aérienne, de missiles, d'engins spatiaux ou volants, la chute d'une partie de ces biens ou d'objets tombant de ceux-ci.

1.8. Franchissement du mur du son

L'ébranlement (ondes de choc) dû au franchissement du mur du son par un appareil de navigation aérienne.

1.9. Le choc d'un véhicule terrestre

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés par le choc d'un véhicule terrestre quelconque (identifié ou non).

1.10. Les dégâts des eaux et le gel

Dégâts des eaux et autres liquides provenant notamment :

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 17/63
---	---	------------

- des canalisations souterraines et non souterraines,
- de tous appareils fixes ou mobiles à effet d'eau, de vapeur, de chauffage ou de climatisation, y compris les dispositifs automatiques d'extinction,
- de la rupture ou de l'engorgement des chéneaux ou des conduits d'évacuation des eaux pluviales, mais aussi du refoulement des eaux,
- des infiltrations au travers des toitures, murs, façades, terrasses, balcons ou ciels vitrés ou système d'ouverture des bâtiments,
- des infiltrations d'eau au travers des conduits de cheminée, d'aération ou de ventilation ainsi que par les gaines techniques,
- du refoulement des égouts,
- de l'intervention des services publics de secours et de sauvetage,
- des inondations et eaux de ruissellement hors CatNat
- de pertes d'eau,
- du déclenchement intempestif des moyens de protection incendie,

La garantie s'applique aux frais de réparations des tuyauteries/canalisations/conduites souterraines et non souterraines, compteurs ou autres matériels à effets d'eau, de vapeur ou de climatisation endommagés par suite de gel.

La garantie s'applique également aux frais et pertes entraînés par les dégradations nécessitées par les recherches de fuites, les frais de pompage, de dégorgement et de perte d'eau, les frais de réparation des conduites endommagées.

La garantie s'applique au remboursement des pertes d'eau sur compteur à la suite d'une fuite ou d'une rupture de canalisation se situant entre le compteur général et le compteur individuel de chaque occupant.

L'Assuré s'oblige à :

- maintenir les installations d'eau et les toitures dont il a la charge en bon état d'entretien,
- arrêter lors des périodes de gel, l'alimentation en eau si les locaux ne sont pas chauffés et occupés pendant plus de 3 jours consécutifs.

En cas de sinistre, l'Assuré supportera la part des dommages imputables au non-respect de ces prescriptions.

1.11. Pertes de liquides

L'Assureur garantit le paiement à l'Assuré d'une indemnité correspondant à la valeur de tous liquides et gaz liquéfiés qui viendraient à s'échapper des récipients de stockage, des canalisations par suite notamment de :

- rupture, éclatement, bris ou fissuration desdits récipients et canalisations ;
- écroulement ou tassement des bâtiments renfermant lesdits récipients ou des charpentes desdits bâtiments ;
- maladresse, imprudence ou malveillance ;
- émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme et sabotage.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 18/63
---	---	------------

Il faut entendre par :

- réipients de stockage : les citernes, réservoirs, bacs, cuves et foudres, tonneaux, fûts, tanks, cubitainers, ainsi que leurs systèmes de fermeture et leurs autres accessoires.
- canalisations : les conduites rigides et les tuyaux flexibles qui y sont rattachés, ainsi que leurs systèmes de fermeture et leurs autres accessoires.

La garantie est étendue aux dommages subis par les liquides assurés du fait du mélange involontaire résultant de fausse manœuvre, rupture de pièces, dérèglement imprévisible d'un mécanisme, etc, de deux ou plusieurs liquides de qualité ou de nature différente.

La garantie comprend d'office :

- a) Les frais exposés utilement lors d'un sinistre pour la sauvegarde des liquides assurés et ce, à concurrence de la valeur du sauvetage réalisé (transvasement dans un autre récipient des liquides non encore échappés d'un récipient détérioré, pompage des liquides déversés dans une fosse de récupération...).
- b) Les frais réellement exposés pour la recherche des fuites, la réparation ou le remplacement des canalisations, et d'une façon générale pour la remise en état des lieux.
- c) La location de cuves ou de réipients provisoires.
- d) Les dommages subis par les biens appartenant à l'Assuré ou confiés par les tiers.
- e) Les frais de nettoyage des biens, des sols et terrains de l'Assuré y compris la décontamination, l'élimination ou la destruction de tous produits toxiques ou contaminants ainsi que ceux exposés pour leur transfert jusqu'au lieu de stockage ou de traitement.

1.12. Les actes de vandalisme et attentats

Dommages causés à l'occasion d'actes de vandalisme, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage et d'attentats, ainsi que ceux causés par toute Autorité légalement constituée, du fait des mesures prises à l'occasion des événements ci-dessus pour la sauvegarde ou la protection des biens assurés.

L'Assuré s'engage, en cas de sinistre, à accomplir dans les délais réglementaires auprès des Autorités, les démarches relatives à l'indemnisation prévue par la législation en vigueur.

Article 2 – Dommages et pertes assurés

La garantie s'applique aux dommages et pertes suivants :

2.1. Les bâtiments

C'est-à-dire tous bâtiments construits ou hors air / hors eau, avec toutes leurs annexes et dépendances, ainsi que leurs aménagements et installations intérieurs ou extérieurs, réputés immeubles par nature, par incorporation ou par destination (sans exclure ceux réalisés par l'Assuré en sa qualité de locataire ou d'occupant à titre gratuit), y compris les panneaux photovoltaïques, panneaux et capteurs solaires, les vitraux, les clôtures et murs d'enceinte et de soutènement, les

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 19/63
---	---	------------

canalisations enterrées, les installations d'éclairage, ainsi que les locaux modulaires, chapiteaux ou structures gonflables utilisés par l'Assuré pour ses besoins professionnels.

Sont assimilés à ces biens : les aménagements immobiliers ou mobiliers (y compris les peintures et vernis, revêtements de boiserie, faux plafonds) tels que les installations privatives de chauffage ou de climatisation, installation de distribution de gaz, d'eau, d'électricité les équipements tels que volets, antennes, amplificateurs et câbles de télévision, câbles de téléphonie, gouttières, chéneaux, persiennes, châssis ouvrants, panneaux solaires, ainsi que tout revêtement de sol, de mur et de plafond :

- qui ont été exécutés aux frais du propriétaire,
- ou qui, exécutés aux frais d'un locataire, sont devenus la propriété du bailleur.

Les aménagements exécutés aux frais d'un locataire deviennent la propriété du bailleur, soit au cours du bail si celui-ci prévoit qu'ils le deviennent dès leur exécution, soit à l'expiration du bail si celui-ci est muet sur ce point, soit au départ du locataire.

Le tout sans aucune exception ni réserve, l'assureur ne pouvant se prévaloir d'une non-dénomination quelconque.

2.2. Ouvrages de génie civil et ouvrages d'art

C'est-à-dire :

- les ponts, passerelles, passages, galeries, et autres ouvrages d'art,
- les routes, pistes, chemins de roulement, voies de circulation diverses, aires de stationnement et autres ouvrages de voirie (couches de fondation et revêtement compris), équipements ferrés à l'intérieur des établissements assurés,
- les ouvrages d'assainissements (dispositifs de collecte et d'évacuation des eaux usées et des eaux de pluie) et réseaux divers souterrains (dont l'accès nécessite des travaux de terrassement, tels que notamment alimentation en eau, gaz et électricité, téléphone),
- les ouvrages de retenue de massifs de terre, remblais, aménagements et protection de berges, fondations de toute nature, ouvrages de drainage et d'assèchement des sols,
- les lignes aériennes servant au transport et à la distribution d'électricité, téléphonie, ainsi que leurs supports dans l'enceinte des établissements de l'Assuré,
- les lignes souterraines servant au transport et à la distribution de téléphonie, fibre optique..

La garantie "Bâtiments" et « Ouvrages de génie civil et ouvrages d'art » comprend d'office :

- a) les frais de secours – sauvetage et de pompage ;
- b) les frais de démolition, déblai, fouille, ainsi que les frais exposés à la suite des mesures conservatoires imposées par décision administrative ;
- c) les frais de clôture provisoire et de gardiennage qui seraient nécessaires avant la reconstruction ;

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 20/63
---	---	------------

- d) les honoraires de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, de coordonnateur de sécurité, à concurrence des frais réellement engagés, ainsi que les débours du B.E.T. de l'Assuré à condition qu'ils fassent l'objet d'une facturation interne ;
- e) les frais nécessités par une mise en état des lieux en conformité avec la Législation et la Réglementation en matière de construction à concurrence des frais réellement engagés ;
- f) les frais de nettoyage, de décontamination, d'élimination de substances ou produits polluants, toxiques, parasitaires, relatifs aux biens assurés et au terrain et sous-sol sur lesquels sont situés ces biens, ainsi que les frais de stockage, de traitement, de destruction ou de neutralisation ;
- g) le remboursement des primes d'assurance "Construction" ("Dommages-Ouvrage", "Tous Risques Chantier", "R.C. C.N.R.") afférentes à des travaux de bâtiments rendus nécessaires par la survenance d'un sinistre garanti ; ce remboursement est subordonné au paiement effectif de ces primes d'assurance et dans la limite de 5.000.000 € ;
- h) les taxes d'encombrement du domaine public ;
- i) les contraventions de grande voirie ;
- j) les honoraires d'expert. Les frais et honoraires d'experts que l'Assuré aura lui-même choisis, et éventuellement, la part de l'Assuré dans les frais et honoraires du tiers expert, y compris en cas de sinistre indemnisé au titre de la loi sur les catastrophes naturelles. Le montant du remboursement ne pourra jamais excéder **10%** du coût des dommages, le montant des honoraires réellement payés aux experts, ni la limitation frais et pertes prévue aux conditions particulières du présent contrat.

2.3. Le contenu

C'est-à-dire :

- a) les aménagements et embellissements immobiliers réalisés par l'Assuré en sa qualité de locataire ou d'occupant à titre gratuit, ainsi que les aménagements et embellissements mobiliers ;
- b) le mobilier et les matériels professionnels, les outillages, les marchandises, les emballages, les fournitures de bureau, les approvisionnements et liquides énergétiques, le tout sans aucune exception, ni réserve ; ces biens sont garantis en tous lieux ;
- c) les effets personnels et objets divers utilisés dans l'exercice de l'activité et appartenant tant au personnel qu'aux visiteurs, aux locataires, et pour ces derniers, à défaut ou en complément des garanties qu'ils ont pu souscrire par ailleurs.

La garantie « Contenu » est acquise pour :

- les biens de l'Assuré confiés à des tiers,
- les biens pouvant appartenir à des tiers,
- les biens en cours de transport,
- les biens temporairement hors lieu d'assurance.

La garantie "Contenu" comprend d'office :

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 21/63
---	---	------------

- a) le coût des pièces de rechange et des fournitures, les frais de transport y compris ceux par avion ou par voie expresse dans la mesure où ils sont réellement exposés, ainsi que les frais de douane éventuels ;
- b) les frais de main d'œuvre, y compris pour travaux exécutés en dehors des heures normales, en heures supplémentaires de nuit ou de jours fériés, ainsi que les frais de déplacement et de séjour des techniciens ;
- c) les frais de garde-meubles (transport compris), de déplacement, de déblai, de retraitement, de sauvetage et de réinstallation, à concurrence de 5% de la valeur assurée sur "Contenu" ;
- d) les frais de nettoyage, de décontamination, d'élimination de substances ou produits polluants, toxiques, parasitaires, ainsi que les frais de stockage, de traitement, de destruction ou de neutralisation ;
- e) les loyers relatifs aux biens donnés en location (ou location-vente) à l'Assuré et venant à échéance suite à un sinistre entraînant la mise hors service de ces biens, ainsi que les indemnités de gérance libre ;
- f) Les conséquences des pénalités mises à la charge de l'Assuré dans le cadre d'un contrat E.J.P. (Effacement des Jours de Pointe), à la suite de la défaillance de son groupe électrogène et/ou de ses équipements et consécutifs à un sinistre garanti.

2.4. La perte d'usage

La perte d'usage représente tout ou partie de la valeur locative des locaux occupés par l'Assuré, en cas d'impossibilité pour lui d'utiliser temporairement tout ou partie de ces locaux, ainsi que le loyer ou l'indemnité d'occupation exposé par l'Assuré pour des locaux de remplacement.

Cette garantie joue pendant le temps nécessaire, à dire d'expert, à la remise en état des locaux sinistrés et dans la limite indiquée aux Conditions Particulières, à compter du jour du sinistre.

Dans cette garantie perte d'usage, sont compris les frais de déplacement et de relogement. Cette garantie complémentaire intervient après un sinistre garanti par le contrat. Par exemple, après un sinistre incendie ou une inondation, si le bâtiment ne peut plus être occupé, l'Assureur prendra en charge, les démarches (recherches) nécessaires au logement, les frais nécessaires à ce relogement (déménagement, déplacement...). Cette garantie est accordée dans la limite indiquée aux Conditions Particulières.

2.5. La perte des loyers et charges

La perte des loyers s'applique aux loyers des concessionnaires dont l'Assuré peut, comme propriétaire ou locataire principal, se trouver légalement privé.

Elle joue pendant le temps nécessaire, à dire d'expert, à la remise en état des locaux sinistrés et dans la limite indiquée aux Conditions Particulières à compter du jour du sinistre.

La perte de loyers et charges sera due avec ou sans résiliation de bail.

2.6. La reconstitution d'archives et de documents

La reconstitution s'applique aux dossiers, livres comptables, registres, fichiers, archives, modèles, dessins, plans, clichés, microfilms, moules, gabarits, listings, bandes, disques et tambours

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 22/63
---	---	------------

magnétiques, CD Rom, tout support informatique porteur d'informations, et plus généralement, tous documents commerciaux, administratifs et techniques nécessaires à l'activité professionnelle.

La garantie concerne les frais effectivement engagés pour reconstituer ou remplacer les supports matériels, reconstituer l'information et la reporter sur un support matériel identique ou équivalent à celui qui a été endommagé ou détruit.

2.7. Les intérêts d'emprunt

La garantie s'applique au remboursement des intérêts de l'emprunt que l'Assuré pourrait contracter en cas de sinistre, pour compenser la différence entre l'indemnité de sinistre calculée T.V.A. exclue et l'indemnité qui aurait été due si les biens avaient été garantis T.V.A. comprise.

L'indemnité ne peut excéder la totalité des intérêts afférents à la durée de l'emprunt, tels qu'ils résultent d'une attestation délivrée par l'établissement prêteur ; elle est payable dès que l'emprunt a été contracté.

L'emprunt dont la durée ne saurait excéder 5 ans doit être contracté auprès d'un organisme bancaire membre de l'Association Professionnelle des Banques ; le taux ne peut en aucun cas excéder le taux maximum autorisé par la Loi ou les Règlements en vigueur.

La garantie est étendue au remboursement des intérêts d'emprunts souscrits par l'Assuré afin de financer les avances des indemnités dues contractuellement aux sociétés de crédit, de leasing, crédit-bail ou organismes similaires, propriétaires de bien utilisés et/ou occupés par l'Assuré.

La durée des emprunts ne saurait excéder 8 ans. Les emprunts doivent être contractés dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

2.8. Les intérêts de découverts bancaires

Les intérêts de découverts bancaires effectivement payés par l'Assuré dans les circonstances suivantes : impossibilité, suite à sinistre, d'effectuer les opérations de facturation et de relance sur facturations déjà réalisées, le mettant dans l'obligation de négocier un ou plusieurs découverts bancaires pour faire face à ses obligations financières.

2.9. Les pertes indirectes

Au titre de cette garantie, l'Assureur paye à l'Assuré une somme égale au pourcentage de l'indemnité versée au titre du présent contrat et avant franchise éventuelle, pour les dommages causés aux "Bâtiments" et / ou aux autres biens ; ce pourcentage est indiqué aux Conditions Particulières.

L'Assureur paiera à l'Assuré une somme forfaitaire égale à 10% du montant des dommages directs, en complément de l'indemnité en principal qui lui sera versée au titre du contrat pour les dommages causés aux biens assurés, ce sans avoir à justifier de ses pertes ou frais réels, et outre les indemnités payées au titre des garanties frais et pertes annexes.

Il est enfin précisé que la présente garantie joue au profit de l'Assuré quel que soit le propriétaire des biens sinistrés sous réserve que ledit Assuré en assume la gestion.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 23/63
---	---	------------

Cette indemnité "Pertes Indirectes" peut se cumuler éventuellement avec d'autres indemnités "Frais Supplémentaires d'exploitation" et "Frais d'exploitation additionnels".

2.10 Frais de gestion de crise consécutifs à un sinistre garanti

Sont garantis les frais exposés par l'Assuré, notamment les dépenses liées à des opérations de communication dans la presse et les médias, aux fins d'assurer la gestion d'une crise résultant d'un sinistre majeur.

Cette garantie s'exerce indépendamment de toute recherche de responsabilité.

Article 3 – Responsabilités assurées

La garantie s'applique aux conséquences pécuniaires des responsabilités suivantes :

3.1. Responsabilité de l'Assuré en sa qualité de locataire, de sous-locataire ou occupant à l'égard du propriétaire de biens

3.1.1. Responsabilité locative

La responsabilité du locataire ou de l'occupant à l'égard du propriétaire pour les dommages matériels et immatériels consécutifs affectant les bâtiments, les mobiliers et matériels loués ou confiés à quelque titre que ce soit, même temporairement ou même partiellement pour les bâtiments. Il est ainsi précisé que dans le cas de pluralité d'occupants, la responsabilité du locataire ou de l'occupant à l'égard du propriétaire est acquise pour les dommages matériels et immatériels consécutifs affectant la partie du bâtiment qu'il n'occupe pas.

La garantie est en outre étendue aux frais de nettoyage des biens, des sols et terrains du propriétaire et éventuellement des colocataires y compris la décontamination, l'élimination ou la destruction de tous produits toxiques ou contaminants ainsi que ceux exposés pour leur transfert jusqu'au lieu de stockage ou de traitement.

Lorsque le bâtiment est occupé par un ou plusieurs colocataires, la présente garantie "Risques Locatifs" comprend d'office les dommages matériels et immatériels pour "Troubles de jouissance".

3.1.2. Responsabilité "perte des loyers"

Il s'agit de la responsabilité que l'Assuré peut, comme locataire, encourir à l'égard du propriétaire pour le loyer de ses locaux, pour celui de ses colocataires et pour la perte d'usage des locaux occupés par le propriétaire.

Cette garantie ne s'exerce que pendant le temps nécessaire, à dire d'expert, à la remise en état des locaux sinistrés et dans la limite de la durée indiquée aux Conditions Particulières à compter du jour du sinistre.

La garantie s'applique également aux recours des bailleurs, sociétés de leasing ou de bail à construction pour les loyers de l'Assuré.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 24/63
---	---	------------

3.2. Responsabilité de l'Assuré en sa qualité de propriétaire à l'égard du locataire

3.2.1. Recours des locataires et des copropriétaires

La responsabilité que l'Assuré, en sa qualité de propriétaire peut encourir à l'égard des locataires pour des dommages matériels causés à leurs biens par suite de vice de construction ou à défaut d'entretien de l'immeuble ou du fait d'un trouble de jouissance (*art. 1719 et 1721 du Code Civil, art. 14 de la loi du 10 juillet 1965 sur la copropriété*).

Cette garantie s'étend aux frais de déplacement et de relogement des locataires atteints par le sinistre, sans pouvoir dépasser une durée maximum de 12 mois.

3.2.2. Responsabilité « Trouble de jouissance »

La responsabilité de l'Assuré, propriétaire, pour les dommages matériels occasionnés à un ou plusieurs colocataires et pour les dommages immatériels qui en sont la conséquence

3.3. Responsabilité de l'Assuré locateur d'ouvrage, détenteur ou dépositaire de biens à l'égard du propriétaire de ces biens

La responsabilité que l'Assuré, en sa qualité de locateur d'ouvrage, de détenteur ou de dépositaire de mobilier, de matériels, de marchandises ou de véhicules, peut encourir à l'égard des propriétaires de ces biens (articles 1927 et suivants du Code Civil) pour les dommages matériels causés à ces biens meubles.

Il est précisé que les garanties définies au présent paragraphe sont étendues aux dommages immatériels –c'est-à-dire tous les dommages autres que matériels et corporels- qui sont la conséquence directe et immédiate des dommages matériels garantis.

La garantie 3.3 assure également la responsabilité de l'Assuré en cas de dommages aux biens pouvant appartenir à la SNCF, à EDF, aux sociétés de distribution de l'eau, de gaz, aux collectivités publiques ou autres sociétés ou administrations de la présente assurance garantissant la responsabilité de l'Assuré telle que peut être définie dans les conventions que l'Assuré a ou peut avoir à passer avec ces administrations ou sociétés.

3.4. Responsabilité que l'Assuré peut encourir à l'égard des voisins et des tiers

3.4.1. Recours des voisins et des tiers

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut légalement encourir pour tous dommages matériels et immatériels consécutifs à un événement garanti, survenus dans les biens assurés, en cas de recours des voisins et des tiers.

Sont notamment considérés comme tiers :

- les propriétaires, copropriétaires, locataires, sous-locataires, occupant des lieux sinistrés ;
- les préposés de l'Assuré pour les dommages subis par leurs biens personnels, y compris leurs véhicules se trouvant aux abords des lieux sinistrés ;

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 25/63
---	---	------------

- les propriétaires des véhicules se trouvant dans et/ou aux abords des lieux assurés ou dans les parkings appartenant à l'Assuré et/ou exploités par celui-ci ;
- les propriétaires de marchandises et matériels se trouvant dans les lieux assurés.

Conformité avec la loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003 pour les garanties de responsabilité.

Base fait dommageable – Conformément à l'article 80 de la loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003, les dispositions du contrat relatives à l'application dans le temps de la garantie responsabilité civile sont les suivantes :

Définition du sinistre - Constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers engageant la responsabilité de l'Assuré résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Période de garantie – La garantie déclenchée par le fait dommageable couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres événements constitutifs du sinistre. Le délai subséquent est de 5 ans.

3.5. Responsabilité Civile Propriétaire d'Immeuble

3.5.1. Responsabilité « Immeuble » :

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut légalement encourir, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, causés aux tiers, lorsque ces dommages sont le fait, notamment :

- des biens assurés (*bâtiments, dépendances, ouvrages, murs d'enceinte, clôtures, embellissements, ascenseurs et monte-charge, matériels, approvisionnements*), ainsi que du fait des terrains, cours, jardins, parkings, voies d'accès privées, piscines et pièces d'eau, aires de jeu, terrains de sport, arbres et plantations, lampadaires, panneaux, antennes, sans que cette liste ne soit exhaustive.
- des maladies transmises par les vide-ordures, ou des intoxications dues à des gaz ou fumées provenant des conduites défectueuses de chauffage ou d'aération ;
- des préposés dans l'exercice de leurs fonctions relatives à l'entretien ou à la garde des biens assurés, y compris les retards ou omissions dans la remise des plis, lettres, exploits d'huissier, paquets et autres, les vols dont ils pourraient se rendre coupables ou qui auraient été favorisés par leur négligence ou imprudence,
- des animaux affectés à la garde des biens assurés ;

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 26/63
---	---	------------

- des véhicules n'appartenant pas à l'assuré et dont il n'a pas la garde, déplacés pour qu'ils ne fassent pas obstacle au bon fonctionnement des biens assurés ;
- des travaux d'entretien, de nature urgente et/ou imprévue, effectués par des personnes intervenant bénévolement et lorsque leur responsabilité personnelle est engagée ;
- du défaut de balayage des trottoirs adjacents de l'immeuble, l'encombrement des cours, couloirs, portes cochères et abords de l'immeuble ;
- de la présence d'ouvrages provisoires, d'une restriction de passage ou d'accès temporaire, dans ou aux alentours de l'immeuble assuré, dans le cadre de travaux d'aménagement, d'entretien ou de rénovation, sans que ces mesures soient contraires à la réglementation en vigueur;
- des atteintes à l'environnement d'origine accidentelle consécutives à des faits fortuits ;
- de la tenue de toute réunion et/ou Assemblée Générale liés aux besoins de la Copropriété se déroulant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des biens assurés.

En cas de copropriété, cette garantie s'applique à la responsabilité civile des assurés, du fait des parties divises et indivises dans l'immeuble ou l'appartement, telles qu'elles sont définies par les conventions et règlements de copropriété et, à défaut, par la loi et les usages, ainsi que du fait des aménagements et embellissements faits personnellement par eux et à leurs frais, ou placés sous leur responsabilité.

3.5.2 Défense Civile :

La défense des intérêts civils lorsque la Responsabilité Civile de propriétaires d'immeuble tel que définie ci-avant est mise en cause : l'assureur dirige le procès qui est intenté, exerce les voies de recours et prend en charge les frais et honoraires correspondants.

L'assureur assume, également, la défense pénale, les cas de poursuites devant une juridiction répressive, avec constitution de parties civiles, et peut présenter les réclamations personnelles (*demandes reconventionnelles*) et les appels en garantie.

Défense et recours :

Cette garantie est accordée.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 27/63
---	---	------------

3.6 Responsabilité « Conseil Syndical » :

Les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber au Conseil Syndical et/ou à ses membres pendant ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions en raison de dommages corporels, matériels et pertes pécuniaires consécutives ou non.

Article 4 – Exclusions spécifiques

Sont exclus :

- 4.1. Les dommages occasionnés par les inondations, les tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes, sauf en cas de Catastrophe Naturelle (chapitre 7).**
- 4.2. Le vol des objets assurés survenus pendant un incendie, la preuve du vol étant à la charge de l'Assureur, sauf ce qui est dit à l'article 1.1. du présent chapitre et au chapitre 3.**
- 4.3. Les destructions d'espèces monnayées, de titres de toute nature et de billets de banque, sauf ce qui est dit au chapitre 3.**
- 4.4. Les dommages aux véhicules immatriculés soumis à l'obligation d'assurance dont l'Assuré est propriétaire ou locataire, sauf convention contraire aux Conditions Particulières.**
- 4.5. Les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir, même à l'occasion d'un événement garanti au titre du présent contrat, pour des dommages causés aux voisins ou aux tiers par émission, dispersion, rejet ou dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse polluant le sol, l'atmosphère, les eaux, y compris la nappe phréatique, la flore et la faune.**
- 4.6. Pour les dommages électriques, les dommages :**
 - a) aux fusibles, aux résistances chauffantes, aux lampes de toutes natures, aux tubes électroniques ;**
 - b) aux moteurs par une explosion prenant naissance à l'intérieur de ces biens;**
 - c) causés par l'usure ou un dysfonctionnement mécanique quelconque n'entraînant pas de dommages électriques.**
- 4.7. Pour les tempêtes, grêle et neige :**
 - a) les dommages résultant d'un défaut de réparation ou d'entretien indispensable incombant à l'Assuré (tant avant qu'après sinistre) s'il n'a pas pris les dispositions**

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 28/63
---	---	------------

pour y remédier dans un délai de 45 jours à compter de celui où il en a eu connaissance, sauf cas de force majeure ;

b) les dommages de mouille et ceux occasionnés par le vent aux bâtiments non entièrement clos et couverts et à leur contenu sauf pour les bâtiments ayant prévu des parties architecturales ouvertes.

c) les dommages aux bâtiments suivants et à leur contenu :

- bâtiments dont la construction ou la couverture comporte, en quelque proportion que ce soit, des plaques de toute nature non posées et non fixées selon les règles de l'art ;
- bâtiments clos au moyen de bâches ou dont la construction ou la couverture comporte en quelque proportion que ce soit (pour plus de 10% des matériaux), des matériaux tels que carton ou feutre bitumé, toile ou papier goudronné, feuille ou film de matière plastique non fixés sur panneaux ou voligeages jointifs selon les règles de l'art ;

La garantie reste cependant acquise à l'Assuré si les moyens de couverture type bâche sont des moyens provisoires au titre de mesures conservatoires ou au cours de travaux de réhabilitation.

Toutefois, restent couverts les dommages aux bâtiments et à leur contenu, occasionnés par le poids de la neige, de la glace ou de l'eau, accumulées sur les toitures ou par la grêle sur les toitures dans le cas de bâtiments dont seuls les murs comporteraient des matériaux visés ci-dessus ;

d) les dommages occasionnés aux éléments ou parties vitrés de construction ou de couverture (tels que vitres, vitrages, vitraux, glaces, châssis, vérandas, marquises, serres), sauf ce qui est dit au chapitre Bris de Glaces.

Toutefois, le bris des éléments ou parties vitrés de construction ou de couverture est couvert lorsqu'il est la conséquence de la destruction partielle ou totale du reste des bâtiments ;

e) Les dommages aux mobiliers, matériels et marchandises se trouvant en plein air ainsi qu'aux arbres et plantations.

Sont toutefois garantis les installations et matériels conçus pour fonctionner ou être utilisés de manière normale et habituelle en plein air.

4.8. Pour le choc d'un véhicule terrestre, les dommages :

- a) occasionnés par tout véhicule dont l'Assuré est propriétaire ou usager ;
- b) subis par tout véhicule et son contenu.

4.9. Pour les dégâts des eaux :

- a) occasionnés directement ou indirectement, même en cas d'orage, par le débordement des sources et plus généralement par la mer et les autres plans d'eau naturels ou artificiels ainsi que ceux dus à l'humidité ou à la condensation, sauf en cas de Catastrophes Naturelles. Les eaux de ruissellement hors catastrophes naturelles restent garanties à concurrence du capital indiqué aux Conditions Particulières.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 29/63
---	---	------------

- b) les dommages causés aux châteaux, aux conduites d'évacuation d'eaux pluviales, aux appareils fixes à effet d'eau ou de vapeur ou de chauffage et aux conduites ;**
- c) les réparations des toitures, terrasses, balcons et ciels vitrés ;**
- d) les dommages causés par suite d'effondrement, d'affaissement ou de glissement de terrain, sauf ce qui est dit au chapitre 5 "Effondrement" ;**
- e) les dommages d'humidité et de condensation sauf si ces dommages sont la conséquence d'un dommage direct.**

4.10. Pour les pertes de liquides :

- **L'oxydation lente, l'usure ou la vétusté des récipients de stockage ou des canalisations ;**
- **Les pertes consécutives à un manque de réparation indispensable incombant à l'Assuré (notamment après sinistre), sauf cas de force majeure ;**
- **Les pertes de liquides, autres que les fuites accidentelles, survenues au cours des opérations de transformation et de fabrication ;**
- **Les pertes de liquides qui seraient contenus dans des récipients mobiles ;**
- **Les manquants divers dont l'origine ne serait pas établie et notamment la freinte (y compris l'évaporation) ;**
- **Tous dommages subis par les récipients de stockage et les canalisations ;**

4.11. Les pertes provenant de mise sous séquestre, saisie ou destruction en vertu du règlement des douanes, destruction, confiscation ou réquisition par ordre des autorités civiles ou militaires ;

4.12. Exclusions spécifiques à la garantie responsabilité civile propriétaire d'immeuble :

- **les dommages autres que corporels causés par un incendie, une explosion, un dégât des eaux, un accident d'origine électrique prenant naissance ou survenant dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire, occupant à titre quelconque ou en a la garde ;**
(ces dommages sont garantis en responsabilité envers les locataires, les voisins, les tiers)
- **les dommages causés par les véhicules terrestres à moteur, immatriculés ou non, ainsi que par les remorques, semi-remorques, soumis à la loi sur l'assurance automobile obligatoire de l'article L.211-1 du Code des Assurances ;**

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 30/63
---	---	------------

- le remboursement des cotisations supplémentaires visées aux articles L.224.7 du Code de la Sécurité Sociale sanctionnant les risques exceptionnels présentés par l'exploitation ou l'inobservation des mesures de prévention prescrites ;
- les maladies professionnelles relatives à une affection directement ou indirectement due ou liée aux nanomatériaux ou à tout matériau contenant des nanomatériaux ;
- les dommages de la nature de ceux visés aux articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil (responsabilité décennale et garanties de bon fonctionnement et de parfait achèvement), ainsi que les dommages immatériels qui en résultent, même après l'expiration des délais
- les dommages résultant :
 - d'un défaut permanent d'entretien de la part de l'Assuré ;
 - d'un manque de réparation indispensable ;
 - de la vétusté ou de l'usure déjà signalée et à laquelle il n'aurait pas été remédié, sauf impossibilité matérielle par suite d'un cas de force majeure ;
- les dommages causés et subis par l'amiante et ses dérivés, y compris les réclamations fondées sur les articles L 452-1, L452-2, L452-3 et L452-4 du Code de la sécurité sociale
- les dommages causés directement ou indirectement par : le plomb et ses dérivés, les moisissures toxiques, le PCB, les dioxines, les furanes, la silice et ses dérivés, les parasites, les contaminations par bactéries des réseaux de distribution d'eau et des dispositifs employant de l'eau, le latex et ses dérivés, le tabac et ses dérivés, le formaldéhyde, l'ESB (encéphalopathies spongiformes subaiguës transmissibles) ;
- les dommages causés par une atteinte à l'environnement graduelle, c'est-à-dire :
 - non concomitante à un événement soudain et imprévu
 - et qui se réalise de façon lente et progressive ;
- les vols des espèces, titres, valeurs, bijoux et tous vols commis chez les commerçants ;
- les dommages causés aux biens qui sont loués, confiés ou prêtés à l'Assuré ;
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue individuellement ou solidairement par les personnes physiques agissant en qualité de mandataires sociaux de droit ou de fait en raison de leurs fautes professionnelles commises dans leurs mandats de gestion ;
- les dommages immatériels non consécutifs.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 31/63
---	---	------------

Chapitre 2 – Bris de Machines et Biens Informatiques

Article 5 – Garantie des biens

La garantie s'applique à tous bris, destruction, vol ou perte, atteignant les biens assurés et ce, que l'Assuré en soit propriétaire, locataire ou détenteur à quelque titre que ce soit.

Par biens assurés, il faut entendre les appareils, machines, matériels, équipements et installations techniques diverses nécessaires aux activités de l'Assuré :

- matériel de surveillance (notamment caméras, centrale de surveillance..) détection, alarme, sonorisation, motorisations et mécanismes, transformateurs, ascenseurs, traitement de l'air, chauffage et chaudière, climatisation, ventilation, pompe à chaleur, traitement des eaux, pompage ou filtration..
- ainsi que l'ensemble et la généralité des matériels informatiques, télématiques, bureautiques, électriques ou électroniques, y compris les installations périphériques nécessaires au fonctionnement des différents appareils ou du réseau, les supports informatiques (disques, cartouches, bandes magnétiques, etc) et les progiciels, logiciels, les matériels portables et leurs équipements. Pour l'ensemble de la présente police, les tablettes tactiles sont considérées comme des « matériels portables » et sont donc garanties à ce titre.

LA PRESENTE DESCRIPTION FOURNIE, A TITRE PUREMENT INDICATIF, N'EST AUCUNEMENT LIMITATIVE ET NE POURRA DE CE FAIT JAMAIS ETRE OPPOSEE A L'ASSURE.

Les biens sont garantis lorsqu'ils sont en activité, au repos, à l'occasion des opérations de montage, démontage, manutention et de déplacement dans l'enceinte des établissements de l'Assuré.

Ils sont également garantis à l'occasion des transports et déplacements hors de l'enceinte des établissements de l'Assuré à concurrence du capital indiqué aux Conditions Particulières.

La garantie comprend d'office les frais indiqués à l'article 2.3 paragraphes a) à f) ci-avant, ainsi que :

- les pertes financières occasionnées par le coût des produits extincteurs utilisés lors du sinistre (gaz, eau et produits émulseurs, etc) ;
- les pertes financières occasionnées par le remplacement des fluides (thermiques, de réfrigération, hydrauliques, ...).

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 32/63
---	---	------------

Article 6 – Garantie des frais indirects

6.1. Définition

Par frais assurés, il faut entendre :

- les frais de reconstitution dans l'état antérieur au sinistre des informations qui sont mémorisées sur les supports (disques, disquettes, bandes, cartouches, cassettes magnétiques, etc.) directement utilisables sous cette forme par les matériels assurés ;
- les frais supplémentaires d'exploitation engagés pour limiter les conséquences de l'interruption totale ou partielle de fonctionnement des biens assurés ;
Ces frais supplémentaires consistent notamment en frais de main d'œuvre, de transport et de déplacement, de location, d'utilisation de biens et services de remplacement provisoire ou de secours ;
- les intérêts de découverts bancaires lorsque l'Assuré est dans l'impossibilité d'effectuer ses opérations de facturation et de relance sur facturation déjà réalisée et que cette impossibilité le met dans l'obligation de négocier un ou des découverts bancaires ;
- les frais d'adaptation de logiciels et de formation de personnel : cette garantie s'applique en cas de sinistre, aux frais d'adaptation de logiciel et / ou progiciels et de formation du personnel (tant sur le logiciel que sur le matériel) qu'entraînerait un changement de matériel consécutif à un sinistre.

6.2. Période d'indemnisation

La période d'indemnisation s'étend du jour du sinistre jusqu'au jour du retour à un niveau d'exploitation aussi proche que possible d'un fonctionnement normal.

Cette période qui peut s'étendre au-delà de la date d'expiration du présent contrat est limitée à deux ans à compter du jour du sinistre ; la limite est ramenée à six mois pour l'indemnisation des intérêts de découverts bancaires.

6.3. Etendue de l'assurance

La garantie s'applique au paiement des frais exposés à la suite de tous bris, destruction, vol ou perte atteignant les biens indiqués à l'article 5, ainsi que d'une carence accidentelle de courant électrique.

Article 7 – Mesures spécifiques aux frais indirects

7.1. Mesures applicables à tous les frais

Le montant de l'indemnité est égal au montant des frais réellement engagés (ou des intérêts de découverts payés), sans pouvoir excéder le capital indiqué aux Conditions Particulières.

Le paiement de l'indemnité est effectué sur justificatifs.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 33/63
---	---	------------

7.2. Mesures spécifiques aux frais de reconstitution des informations

Les frais garantis comprennent en cas d'adaptation nécessaire suite au sinistre, les frais d'étude, d'analyse et de programmation.

Si la remise en état n'est pas nécessaire ou si elle ne se produit pas dans le délai de deux ans à compter du jour du sinistre, les frais de remise en état des matériaux ou de remplacement des supports d'information sont seuls remboursés au titre de la garantie de l'article 5.

7.3. Mesures spécifiques aux frais supplémentaires d'exploitation

L'Assureur garantit, pendant la période d'indemnisation, le remboursement à l'Assuré des frais supplémentaires réellement engagés en accord avec l'Assureur.

7.4. Mesures spécifiques aux intérêts de découverts bancaires

Le capital négocié en découvert par l'Assuré ne peut être supérieur au capital de facturation réalisé pendant la période de référence correspondante au cours de l'exercice précédent ; il sera néanmoins tenu compte de la tendance de l'activité de l'Assuré ; le taux ne pourra en aucun cas excéder le taux maximum autorisé par la Loi ou les Règlements en vigueur.

7.5. Mesures spécifiques aux frais d'adaptation des logiciels et de formation du personnel

Cette garantie est acquise en cas de sinistre total garanti et sous réserve que le matériel détruit ne soit plus fabriqué ou ne soit plus disponible sur le marché.

Article 8 – Exclusions spécifiques

Sont exclus :

8.1. Les dommages couverts au titre du chapitre 1, sauf :

- pour la garantie des pénalités E.J.P. et la garantie des frais indirects ;
- pour les dommages électriques pour lesquels la garantie Bris de Machine intervient en complément de celle de l'article 1.4 s'il s'agit d'un sinistre également couvert à ce titre.

8.2. Les dommages résultant de vices, défauts, imperfections qui existaient à la souscription du contrat et qui étaient connus de l'Assuré.

8.3. Les dommages survenus après une détérioration et avant l'exécution des réparations au cas où le bien assuré continuerait à être exploité.

8.4. Les dommages provenant directement ou indirectement de mise sous séquestre, saisie ou destruction en vertu du règlement des douanes, destruction, confiscation ou réquisition par ordre des autorités civiles ou militaires.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 34/63
---	---	------------

8.5. Les dommages aux outils, c'est-à-dire les parties ou éléments des biens assurés, considérés comme pièces d'usure ou nécessitant par leur fonction un remplacement fréquent ou périodique :

- sauf s'ils sont dus à un bris extérieur ;
- ou bien que, non endommagés, leur remplacement est nécessaire à la réparation de dommages garantis causés à d'autres parties du bien assuré.

8.6. Les dommages consécutifs à l'usure normale et prévisible quelle qu'en soit l'origine (mécanique, thermique ou chimique), ainsi qu'à l'effet prolongé de l'exploitation (oxydation, corrosion, rouille, encrassement, entartrement).

Toutefois, dans le cas où un tel dommage pourrait entraîner sur le même bien le bris, la destruction ou la perte, soudains et fortuits, d'éléments voisins ou d'autres parties en bon état, la garantie reste acquise en ce qui concerne les dommages atteignant ces éléments ou parties.

8.7. Les dommages d'ordre esthétique tels que rayures, égratignures, écailllements.

8.8. Les dommages occasionnés par les tremblements de terre, raz de marée, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes, sauf en cas de Catastrophe Naturelle.

8.9. Les dommages entrant dans le cadre des garanties légales ou contractuelles dont l'Assuré pourrait se prévaloir auprès des constructeurs, vendeurs, bailleurs, monteurs (contrat de vente, location, maintenance, entretien), sauf :

- dans l'hypothèse où ceux-ci refusent leur garantie, le contrat produit alors ses effets dans la limite des risques assurés, l'Assureur se réservant après paiement de l'indemnité, le droit d'exercer le recours s'il y a lieu ;
- en cas d'insuffisance des garanties légales ou contractuelles.

8.10. Les pertes de marché, de clientèle, de chiffre d'affaires, de bénéfice ou d'exploitation.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 35/63
---	---	------------

Chapitre 3 – Vol

Article 9 – Garantie des biens et archives

9.1. Objet de la garantie

La garantie porte sur :

- le contenu tel que défini au 2.3. ci-avant ;
- les détériorations immobilières et mobilières y compris les installations d'alarme ainsi que les frais engagés pour pallier temporairement l'insuffisance de protection par un service de gardiennage ou par la clôture des locaux ;
- La perte d'usage et la perte des loyers et charges lorsqu'elles sont consécutives aux détériorations ;
- les frais de reconstitution d'archives et de documents tels que définis au 2.6. ci-avant.
- Les frais de remplacement à l'identique des clés ou pass.

La garantie comprend d'office les frais indiqués à l'article 2.3. Paragraphes a) à f).

9.2. Evènements assurés

9.2.1. Vol / Détériorations immobilières suite à Vol

La garantie s'applique à la disparition, détérioration, dégradation, destruction des biens de l'Assuré par suite de vol ou tentative de vol :

- a) commis avec effraction, escalade ou usage de fausses clés ;
- b) commis sans effraction, escalade, ni usage de fausses clés, lorsqu'il est établi que le voleur s'est introduit ou maintenu clandestinement, c'est-à-dire à l'insu de celui qui occupe les lieux, dans les locaux où se trouvent les biens assurés ;
- c) commis par ruse ;
- d) précédé, accompagné ou suivi de meurtre, de tentative de meurtre, de violence ou de menaces dûment établies sur une personne physique.

Dans les circonstances définies aux paragraphes a), b), c) et d) ci-dessus, sont également couverts les vols commis à la suite d'incendie, d'explosion ou autres évènements couverts au Chapitre 1.

9.2.2. Vol suite à Vandalisme

L'Assureur garantit l'Assuré contre la disparition des biens assurés, contre les dommages matériels subis par les biens assurés et causés par un acte de vandalisme.

La garantie reste acquise à l'Assuré pour le vandalisme à l'intérieur des bâtiments. L'Assuré n'a pas à apporter la preuve des circonstances de l'introduction ; l'Assuré s'engage à déposer plainte contre X.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 36/63
---	---	------------

Article 10 – Garantie des fonds et valeurs

10.1. Objet de la garantie

Il faut entendre par fonds et valeurs, les espèces monnayées, lingots, billets de banque, timbres postaux et fiscaux, chèques, connaissements, effets de commerce, titres, obligations, actions, mandats postaux ou télégraphiques et toutes valeurs similaires dont la détention correspond à l'usage de la profession, ou aux activités sociales du Comité social et économique (titres de restauration, bons d'achat au porteur, chèques-vacances, ...).

10.2. Evènements assurés

La garantie s'applique à la disparition, détérioration, destruction des biens définis ci-dessus, dans les circonstances suivantes :

a) Effraction ou enlèvement dans les locaux

Les fonds et valeurs sont assurés par suite d'effraction, d'enlèvement des chambres fortes, coffres forts, meubles, tiroirs caisses, ou généralement par tout moyen d'extraction du contenu, commis par une personne ayant pénétré dans les locaux par l'un ou l'autre des moyens suivants : effraction, escalade, usage de fausses clés ou introduction clandestine ou maintien clandestin. Est également garantie la destruction de ces valeurs pour quelque cause que ce soit, y compris par incendie ou explosion, ou autres événements couverts au chapitre 1.

b) Agression dans les locaux

Les fonds et valeurs sont assurés par suite de vol précédé, accompagné ou suivi de meurtre, de tentative de meurtre, de violences ou de menaces dûment établies sur la personne de l'Assuré, d'un membre de sa famille, d'un préposé ou de toute autre personne se trouvant dans les lieux.

c) Transport hors locaux

Les fonds et valeurs sont assurés pendant la durée de leur transport par suite de :

- vol avec meurtre ou tentative de meurtre, violence ou menaces dûment établies sur la personne de l'Assuré ou de ses préposés qui effectuent le transport ;
- perte par cas de force majeure subie par ces mêmes personnes.

La garantie s'exerce pendant le temps où la personne chargée du transport détient les valeurs assurées, depuis le moment où elle les prend en charge pour les transporter, jusqu'au moment où elle les dépose entre les mains de la personne habilitée à les recevoir.

Elle s'applique en cours de circulation à l'intérieur de l'établissement de l'Assuré y compris le temps nécessaire au retrait et au dépôt des valeurs assurées.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 37/63
---	---	------------

Article 11 – Obligation de sécurité

L'Assuré doit entretenir et utiliser tous les moyens de fermeture, d'alarme et de protection, respecter les modes de surveillance et de gardiennage.

Il s'oblige à prendre tous les soins nécessaires à la sauvegarde et à la sécurité des biens assurés et à agir avec autant de prudence et en s'entourant des mêmes garanties que s'il n'était pas assuré.

Faute par lui de remplir cette obligation et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut lui réclamer une indemnité proportionnée au dommage que le manquement de l'assuré peut lui causer.

Les périodes d'ouverture n'excédant pas trois jours ne sont pas considérées comme interrompant la fermeture, de même que les périodes de fermeture de trois jours au plus n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination de la durée totale de la fermeture annuelle.

Article 12 – Exclusions spécifiques

Sont exclus :

12.1. Les vols atteignant les biens relevant de la garantie du chapitre 2 Bris de Machines et de Biens Informatiques, lorsque cette garantie est souscrite aux Conditions Particulières.

12.2. Les vols commis par les membres de la famille de l'Assuré ou du responsable de l'établissement visés à l'article 380 du Code Pénal ou avec leur complicité.

12.3. Les vols commis pendant les heures de travail par les préposés de l'Assuré et par toute personne chargée de la surveillance des locaux ou du transport des fonds et valeurs (ou avec leur complicité), sauf ce qui est dit pour le vol des fonds et valeurs lors des transports hors locaux, ainsi que pour la garantie des loyers et charges.

12.4. Les vols du contenu des chambres fortes, coffres-forts, meubles, tiroirs-caisses, commis en faisant usage de vraies clés, sauf si elles ont été dérobées sur le détenteur des clés.

12.5. Les fonds et valeurs correspondant à des demandes de rançon qui, pour satisfaire aux exigences des malfaiteurs, seraient apportés de l'extérieur des locaux dans lesquels l'agression a eu lieu.

12.6. Les vols survenus par le fait ou avec la complicité des porteurs des valeurs assurées.

12.7. Les vols et pertes lors des transports effectués par des personnes étrangères à l'entreprise.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 38/63
---	---	------------

Chapitre 4 – Bris de Glaces

Article 13 – Étendue de la garantie

La garantie s'applique au bris des objets ci-après :

- les objets en glace, verre ou matière plastique tels que vitrines, devantures, présentoirs, baies vitrées, portes, tambours d'entrée, fenêtres, impostes, vitres, vitrages, vitraux, vérandas, marquises, serres, aérateurs, tables, tablettes, briques et pavés ;
- les objets en marbre ;
- les dispositifs de fermeture des portes, les façonnages, les produits anti-solaires, lorsque leur destruction est la conséquence du bris de l'objet les supportant ;
- les inscriptions, décorations, gravures, lettres ou attributs peints ou appliqués dans la mesure où leur destruction est la conséquence du bris de l'objet sur lesquels ils sont réalisés ;
- les enseignes lumineuses.

La garantie est étendue :

- aux dommages subis par les bâtiments, mobiliers, matériels et marchandises et causés par un bris de glaces garanti ;
- aux frais de déplacement et remplacement du mobilier, du matériel et des marchandises nécessités par les réparations consécutives à un bris assuré ;
- aux frais de clôture provisoire et aux frais de gardiennage qui seraient nécessaires avant le remplacement ou la réparation d'un objet brisé assuré.

Article 14 – Mesures spécifiques en cas de sinistre

L'Assureur peut, en accord avec l'Assuré, procéder, soit à la fourniture et à la pose d'un objet de même nature que celui qui a été brisé, soit au paiement entre les mains de l'Assuré du montant des dommages majorés des frais de transport et de miroiterie.

L'Assureur renonce à exercer un recours contre un client responsable d'un sinistre causé accidentellement et involontairement ; il conserve son droit de recours contre tout client qui aura causé un sinistre intentionnellement ou par malveillance.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 39/63
---	---	------------

Article 15 – Exclusions spécifiques

Sont exclus :

15.1. Les objets déjà brisés, cassés ou simplement fêlés.

15.2. Les dommages dus à la vétusté ou à un défaut d'entretien des enchâssements, encadrements ou soubassements.

15.3. Les bris survenus :

- a) au cours de tous travaux (sauf ceux de simple nettoyage) effectués sur les objets assurés, leurs encadrements, soubassements, agencements ou clôtures ;**
- b) au cours de la dépose et repose, de l'entreposage ou du transport de ces objets.**

15.4. La détérioration graduelle des inscriptions et accessoires (inscriptions, poignées, bandeaux,...), sauf si cette détérioration est la conséquence du bris des objets.

15.5. Les conséquences résultant, pour l'Assuré, de l'interruption, du trouble ou du retard que le dommage, ou sa réparation, pourrait lui apporter dans l'exercice de sa profession.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 40/63
---	---	------------

Chapitre 5 – Effondrement

Article 16 – Étendue de la garantie

La garantie porte sur tous les dommages matériels résultant d'un effondrement accidentel et soudain subi par un bâtiment assuré.

Par effondrement de bâtiment, on entend le fait qu'il s'écroule sur lui-même totalement ou partiellement en raison de la chute ou du tassement de ses parties constitutives à savoir ses ouvrages de fondation, d'ossature, de clos et du couvert. Seuls sont garantis les sinistres dont le fait générateur trouve sa réalisation postérieurement à la prise d'effet de la garantie.

Article 17 – Exclusions spécifiques

Sont exclus :

- Les sinistres survenus pendant la période de garantie décennale, ou relevant de l'assurance Dommages Ouvrage telle que prévue à l'article L242-1 du Code des Assurances que celle-ci soit ou non souscrite
- Survenus au cours de travaux de reconstruction, réparation, terrassement ou consolidation
- L'effondrement des parties mobiles du bâtiment, vérandas, verrières et autres parties vitrées sauf si cet effondrement est concomitant à l'effondrement d'autres parties du bâtiment
- Les effondrements de bâtiments voués à la démolition ou frappés d'alignement ainsi que ceux résultant d'affaissement de terrain,
- Les tassements fissurations contractions gonflements ou expansion de dalles, fondations murs, planchers ou toitures, sauf lorsqu'ils sont directement causés par l'effondrement du bâtiment,
- Les dommages issus d'évènements entrant dans le cadre des autres garanties prévues au contrat, que l'assuré les ait souscrites ou non, notamment résultant d'incendie, explosion, dommages causés par un appareil aérien, choc de véhicule terrestre, tempête, poids de la neige, grêle, catastrophes naturelles,

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 41/63
---	---	------------

- **Les dommages aux clôtures, murs de clôtures, murs de soutènement et remparts, dallages ou terrasses extérieures, les voiries et réseaux divers, les éléments mobiles, sauf s'ils sont consécutifs à l'effondrement du bâtiment assuré.**
- **Les dommages de tout ordre n'affectant que les éléments de revêtement, de parure ou d'ornementation,**
- **Les dommages dus à des inondations, tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes, aux affaissements de terrain liés à la présence de cavités souterraines ou de marnières, aux mouvements de terrain liés à la sécheresse ou à la réhydratation des sols, sauf si ces dommages entrent dans le cadre de l'indemnisation des Catastrophes Naturelles,**
- **Les dommages causés à des bâtiments situés dans des communes classées à risques au titre de l'article L563- 6 du Code de l'Environnement si les travaux nécessaires de consolidation n'ont pas été réalisés,**
- **Les dommages de pollution ou de contamination affectant l'environnement découverts ou occasionnés lors de l'effondrement,**
- **Les bâtiments frappés d'alignement ou tombant sous le coup d'un arrêt de péril,**
- **Les bâtiments non entièrement clos et couverts,**
- **Les ouvrages de génie civil appartenant à l'assuré,**
- **Les serres et autres structures légères comme les tentes, chapiteaux structures gonflables,**
- **Les bâtiments en cours de construction.**

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 42/63
---	---	------------

Chapitre 6 – Autres dommages

Article 18 – Étendue de la garantie

La garantie s'applique à tous les dommages et pertes, quelle que soit leur nature ou leur origine, survenant aux biens assurés (bâtiments, mobilier et matériels, marchandises, agencements et embellissements), lorsque ces dommages et pertes sont consécutifs à un événement non prévu par les autres garanties de la présente police Multirisque.

Cette extension ne peut en aucun cas avoir pour objet de racheter des exclusions figurant au contrat.

Article 19 – Exclusions spécifiques

Sont exclus les dommages et pertes :

- 19.1. assurables au titre des autres garanties de la présente police ;**
- 19.2. déjà exclus au titre de ces mêmes garanties ;**
- 19.3. provenant de manquants constatés lors d'inventaires, de disparitions inexplicées, de détournements, de falsifications, de fraudes ;**
- 19.4. résultant d'un acte délictueux perpétré dans le cadre d'un système informatique ou en amont de celui-ci, sauf ce qui est dit à l'article 6.3 ci-avant ;**
- 19.5. résultant d'un défaut de réparation indispensable connu de l'Assuré et auquel ce dernier n'aurait pas remédié, sauf cas de force majeure ;**
- 19.6. causés par les animaux ;**
- 19.7. dus à tout retard ou carence dans la fourniture de services extérieurs ;**
- 19.8. résultant de la mise sous séquestre, saisie ou embargo de quelque nature qu'ils soient ;**
- 19.9. causés aux objets assurés et provenant d'un vice propre, d'un défaut de fabrication, de leur fermentation ou oxydation lente ;**

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 43/63
---	---	------------

- 19.10. résultant directement de l'un des facteurs suivants : brouillard, humidité ou sécheresse de l'atmosphère, excès ou changement de température atmosphérique, vapeur émanant d'opérations industrielles ou agricoles, à moins qu'il ne s'agisse de conséquences dues à des sinistres garantis par le présent contrat ;**
- 19.11. résultant de la perte de poids, l'évaporation, la corrosion, l'érosion, l'usure normale, la détérioration graduelle, l'entartrement, le pourrissement, la moisissure, le changement d'aspect, d'odeur ou de goût, à moins qu'il ne s'agisse de conséquences dues à des sinistres garantis par le présent contrat ;**
- 19.12. causés aux matériels en cours de montage, d'essai, de démontage ou d'installation ;**
- 19.13. causés aux biens en cours de transport, sauf à l'intérieur des établissements ou s'exerce la présente assurance, ou dans un rayon de 200 mètres alentour de ces établissements ;**
- 19.14. résultant d'effondrement :**
- de constructions à caractère provisoire, de structures gonflables ou de chapiteaux ;
 - de bâtiments dont la vétusté est à dire d'expert supérieure à 50% ;
 - les tassements, fissurations, gonflements, expositions ou contractions normales des constructions ne sont pas considérés comme effondrement ;
- 19.15. relevant en France des assurances obligatoires Responsabilité Civile Décennale et Dommages-Ouvrage.**

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 44/63
---	---	------------

Chapitre 7 – Catastrophes Naturelles

Article 20 – Objet et fonctionnement de la garantie

Conformément à l'Article 1^{er} (1^{er} alinéa) de la Loi n° 82-600 du 13 Juillet 1982, les dispositions ci-après sont applicables de plein droit au contrat d'assurance ; la garantie s'applique en France Métropolitaine et Départements d'Outre-Mer conformément à la Loi du 13 juillet 1992 et aux textes subséquents.

20.1 Objet de la garantie

La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré, la réparation pécuniaire des dommages matériels directs à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, ainsi que le paiement des pertes et frais consécutifs.

20.2. Mise en jeu de la garantie

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un Arrêté interministériel ayant constaté l'état de "Catastrophe Naturelle".

20.3. Etendue de la garantie

La garantie couvre :

- le coût des dommages matériels directs subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque ;
- les conséquences pécuniaires de l'interruption ou de la réduction de l'activité de l'entreprise, dans les limites et aux conditions fixées par le contrat pour le risque principal, telles qu'elles existaient lors de la première manifestation du risque.

20.4. Franchise

Nonobstant toute disposition contraire, l'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre.

Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

Le montant de la franchise est conforme aux dispositions juridiques en vigueur.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 45/63
---	---	------------

20.5. Obligation de l'Assuré

L'Assuré doit déclarer à l'Assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les 10 jours suivant la publication de l'Arrêté interministériel constatant l'état de "Catastrophe Naturelle".

Quand plusieurs assurances contractées par l'Assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'Assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux Assureurs intéressés.

Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'Assureur de son choix.

20.6. Obligation de l'Assureur

L'Assureur doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'Assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'Arrêté interministériel constatant l'état de "Catastrophe Naturelle" lorsque celle-ci est postérieure.

A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'Assureur porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 46/63
---	---	------------

Chapitre 8 – Frais supplémentaires d'exploitation

Article 21 – Objet de la garantie

Le présent chapitre a pour objet de garantir l'Assuré contre les Pertes d'Exploitation consécutives à un événement garanti, à l'exclusion du bris des matériels et machines non informatiques, subies pendant la période d'indemnisation et résultant de l'augmentation des frais d'exploitation.

Les frais supplémentaires d'exploitation consisteront notamment :

- en frais de location de matériels de remplacement ;
- en frais supplémentaires de main d'œuvre (tels que heures supplémentaires, heures de nuit ou jours fériés, indemnités de repas, de déplacement, de transport) concernant le personnel de l'Assuré, ou dont il est commettant, appelé à travailler dans des conditions différentes de la normale, à la suite du sinistre ;
- en frais de location de locaux pour abriter le personnel, le matériel et les documents à l'extérieur des locaux assurés à la suite d'un sinistre ;
- en frais de transport, de déménagement ou de livraison inhérents ;
- en frais éventuels de travaux à façon, effectués hors des locaux de l'Assuré ;
- en tous autres frais, sans qu'ils soient plus expressément désignés, réellement exposés pour la poursuite des activités de l'Assuré et pour assumer le service public dont il a la charge.

La présente garantie complémentaire est accordée pendant la période d'indemnisation de 12 mois. Cette garantie se cumule avec les pertes indirectes forfaitaires et autres frais et pertes.

Article 22 - Garanties complémentaires

Suivant mention aux Conditions Particulières, la garantie est étendue :

1. Aux frais d'exploitation additionnels

L'Assureur garantit au-delà du montant des frais supplémentaires d'exploitation pris en charge au titre de la garantie de la Marge Brute, ceux qui sont exposés à la suite d'un sinistre d'un commun accord entre les experts dans le seul but d'éviter ou de réduire la perte de Chiffre d'affaires consécutive durant la période d'indemnisation de 3 (TROIS) mois.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 47/63
---	---	------------

2. Impossibilité ou interdiction d'accès

Cette garantie s'applique aux pertes d'exploitation causées par l'interruption ou la réduction de l'activité de l'entreprise assurée résultant :

- de l'impossibilité matérielle d'accéder aux établissements de l'entreprise assurée,
- ou d'une mesure d'interdiction d'y accéder émanant des autorités publiques,

Lorsque cette impossibilité ou cette mesure d'interdiction d'accès, trouve son origine dans des dommages matériels d'incendie, de foudre, d'explosion, de tempête, d'effondrement, de chute d'appareil de navigation aérienne, d'inondation, de tremblement de terre, d'éruption volcanique, ou de raz de marée, survenant aux abords immédiats des établissements de l'entreprise assurée, à la double condition :

- que ces dommages matériels soient survenus à une distance maximum d'1,5 kilomètre des locaux de l'entreprise assurée,
- et que ces dommages matériels aient été couverts s'ils étaient survenus dans les locaux de l'entreprise assurée.

Durée et limite de la garantie : Sous déduction de la franchise applicable, la période d'indemnisation commence au jour de la survenance des dommages matériels et prend fin le jour du rétablissement de l'accès ou de la levée de la mesure d'interdiction d'accès dans la limite de 3 (TROIS) mois maximum et sans pouvoir excéder le montant indiqué aux Conditions Particulières.

3. Fermeture administrative

Cette garantie s'applique aux pertes d'exploitation consécutives à la fermeture provisoire, totale ou partielle, de l'établissement assuré, lorsque la décision de fermeture prise par une autorité administrative est la conséquence :

- d'un décès accidentel, d'un meurtre ou d'un suicide, survenu dans l'établissement assuré,
- ou d'une intoxication alimentaire survenue et trouvant son origine dans l'établissement assuré
- ou d'un dommage matériel garanti survenu dans l'établissement assuré.

Durée et limite de la garantie : Sous déduction de la franchise applicable, la période d'indemnisation commence au jour de la survenance de la décision de fermeture et prend fin le jour de la levée de la mesure d'interdiction d'accès dans la limite 3 (TROIS) mois maximum et sans pouvoir excéder le montant indiqué aux Conditions Particulières.

4. Aux pénalités de retard

L'Assureur garantit les pénalités qui sont mises à la charge de l'Assuré en application des marchés passés avec sa clientèle, par suite de non-livraison ou de retard dû uniquement à un sinistre couvert au titre de la présente police.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 48/63
---	---	------------

Article 23 – Exclusions spécifiques

Sont exclues au titre de la présente garantie :

- **Les conséquences financières mises à la charge de l'assuré et rendues contractuelles en vertu d'un contrat de fourniture d'énergie (E.J.P., contrats DISPATCHABLES.....),**
- **Les pertes d'exploitation consécutives à un dommage, une perte ou destruction exclu au titre des présentes conditions particulières ou aux conditions générales,**
- **Les pertes d'exploitation consécutives à un vol,**
- **Les carences de fournisseur et/ou de clients et/ou de service, les pertes d'exploitation résultant de la cessation de travail dans le cadre d'un conflit du travail.**

Demeurent exclus pour la garantie Impossibilité d'accès :

- **Les conséquences d'émeutes, de mouvements populaires ou de manifestations, cortèges, défilés ou rassemblements sur la voie publique autorisés ou non.**
- **Les conséquences d'attentats ou des actes de terrorisme.**

Demeurent exclus pour la garantie Fermeture par décision administrative :

- f) **Les conséquences d'une fermeture administrative consécutive à une violation volontaire de la réglementation.**

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 49/63
---	---	------------

Chapitre 9 – Dispositions communes aux garanties

Article 24 – Garantie des honoraires d'experts

La garantie s'applique en cas de sinistre relevant des chapitres 1 à 7 (y compris dans l'hypothèse où un sinistre se révèle, après expertise, inférieur au montant de la franchise) au remboursement des frais et honoraires payés par l'Assuré à l'expert qu'il a choisi.

Le montant de ce remboursement ne peut excéder :

- ni le montant des honoraires résultant de l'application du Barème professionnel ;
- ni le montant des honoraires réellement payés si ces derniers sont inférieurs à ceux résultant du Barème.

Article 25 – Délai d'intervention des experts de l'Assureur en cas de sinistre

Délai d'intervention de l'expert :

- **Lors d'un sinistre de fréquence** : dès réception de la mission de l'expert par l'Assureur, intervention à J+15 MAXIMUM
- **Lors d'un sinistre avec recours** : dès réception de la mission de l'expert par l'Assureur, intervention avec délai légaux n'excèdent pas 31 jours après la réception de la mission (21jours + 10jours de report)
- **Lors d'un sinistre urgent** : dès réception de la mission de l'expert par l'Assureur, intervention à J+4 MAXIMUM

Article 26 – Définitions

25.1. Surface développée

Celle correspondant à la surface au sol de chaque étage, les combles, les greniers et sous-sols étant compris pour moitié.

Pour le calcul des surfaces l'Assureur accorde à l'Assuré une tolérance de 20%.

25.2. Etablissement

Un risque ou un ensemble de risques appartenant au même propriétaire, concourant à la même exploitation et réunis dans un même enclos ou groupés dans des conditions telles qu'aucun des

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 50/63
---	---	------------

bâtiments composant l'établissement ne soit séparé du bâtiment le plus voisin par une distance supérieure à 200 mètres.

Pour les tempêtes, grêles et neige sur les toitures sont considérés comme constituant un seul et même sinistre les dommages survenus dans les **72 heures** qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages.

Article 27 – Exclusions communes

Sont exclus :

27.1 Les dommages corporels, c'est-à-dire l'atteinte à l'intégrité physique des personnes.

27.2. Les dommages intentionnellement causés ou provoqués par l'Assuré ou avec sa complicité ainsi que par les mandataires sociaux de l'Assuré lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

27.3. Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :

- des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ;
- tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger, ou frappent directement une installation nucléaire.

27.4. Les amendes.

27.5. Les dommages occasionnés par un des évènements suivants :

- a) la guerre étrangère ;
- b) la guerre civile.

Pour l'évènement prévu au § a, il appartient à l'Assuré de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que celui de guerre étrangère ; pour les évènements prévus au § b, il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte d'un de ces évènements.

27.6. Les frais et pertes, les pertes d'exploitation et les dommages consécutifs à une épidémie, à une pandémie ou à une épizootie, ainsi que les frais et pertes, les pertes d'exploitation et les dommages consécutifs aux mesures administratives, aux mesures sanitaires, à la fermeture totale ou partielle ou au retrait d'autorisation administrative, à

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 51/63
---	---	------------

l'impossibilité, à la restriction ou à la difficulté d'accès qui en résultent. Il est précisé que ces exclusions ne s'appliquent pas à l'assurance de responsabilité civile lorsque le contrat comporte une telle garantie.

27.7. Les frais et pertes, les pertes d'exploitation et les dommages consécutifs à une maladie infectieuse, ainsi que les frais et pertes, les pertes d'exploitation et les dommages consécutifs aux mesures administratives, aux mesures sanitaires, à la fermeture totale ou partielle ou au retrait d'autorisation administrative, à l'impossibilité, à la restriction ou à la difficulté d'accès qui en résultent. Il est précisé que ces exclusions ne s'appliquent pas à l'assurance de responsabilité civile lorsque le contrat comporte une telle garantie.

27.8. Sont exclus dès lors qu'ils ne résultent pas d'un dommage matériel garanti aux biens assurés :

- **les frais et pertes et les pertes d'exploitation consécutifs à des dommages de toute nature aux données stockées, transmises ou traitées sur tous supports informatiques ainsi qu'aux services utilisant ces données,**
- **les frais et pertes, et les pertes d'exploitation consécutifs à des atteintes à l'authenticité, l'intégrité ou la confidentialité de ces données ou de ces services,**
- **les frais et pertes, et les pertes d'exploitation consécutifs à des atteintes à la disponibilité de ces données ou de ces services.**

On entend par supports informatiques l'ensemble des dispositifs capables de stocker, traiter ou transmettre des informations et/ou données.

Article 28 – Estimation après sinistre des biens assurés

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'Assuré ; elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles ou de celles dont il est responsable.

La somme assurée ne peut être considérée comme une preuve de l'existence et de la valeur au jour du sinistre, des biens endommagés ; l'Assuré est tenu de rapporter cette preuve par tous les moyens et documents et de justifier de la réalité et de l'importance du dommage.

Dans tous les cas, le règlement intervient :

- sous déduction de la franchise prévue aux Conditions Particulières ;
- T.T.C. si l'Assuré ne récupère pas la T.V.A.

28.1. Les bâtiments, mobilier, matériels

28.1.1. Règle générale

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 52/63
---	---	------------

Ces biens sont estimés sur la base d'une valeur à neuf égale à leur valeur de reconstitution (reconstruction ou remplacement) au jour du sinistre, sans toutefois pouvoir dépasser la "valeur d'usage" définie ci-après, majorée du tiers de la valeur de reconstitution à neuf.

La valeur d'usage d'un bâtiment est égale à sa valeur de reconstruction au jour du sinistre, vétusté déduite, honoraires d'architecte compris.

La valeur d'usage des mobiliers et matériels est égale à leur valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite, par un mobilier ou un matériel d'état ou de rendement identique y compris, s'il y a lieu, les frais de transport et d'installation.

L'indemnisation en "Valeur à Neuf" n'est due que si la reconstitution est effectuée, sauf impossibilité absolue, dans un délai de **3 ans** à partir de la date de la clôture de l'expertise.

La reconstitution peut s'effectuer en tous lieux dans l'un des Etats de la Communauté Européenne et en Suisse, mais aucune modification importante ne peut être apportée à la destination initiale des locaux détruits.

En ce qui concerne les matériels et machines, si, au moment du sinistre, ceux-ci n'existent plus dans le catalogue du constructeur vendeur, l'indemnisation s'effectue sur la base de matériels ou machines existant les plus équivalents.

Le montant de la différence entre l'indemnité en "Valeur à Neuf" et l'indemnité correspondante en "Valeur d'Usage" n'est payé qu'après reconstitution (sur justification de l'exécution par la production de mémoires ou factures).

L'indemnité en "Valeur à Neuf" est limitée, en tout état de cause, au montant des travaux et dépenses figurant sur les factures produites par l'Assuré, étant bien entendu que le montant de l'indemnité n'est pas inférieur à la valeur d'usage fixée par expertise.

28.1.2. Clause de conversion

L'Assuré peut, après sinistre, opter pour certains biens de son choix, garantis en valeur à neuf, pour une indemnisation en valeur d'usage augmentée d'un pourcentage fixé conventionnellement et forfaitairement à 20% de ladite indemnité en valeur d'usage, sous réserve :

- qu'il abandonne pour ces dits biens sa réclamation en valeur à neuf ;
- que l'indemnité en résultant (valeur d'usage + 20%) pour ces dits biens n'excède pas celle qui aurait été obtenue sur la base de la valeur à neuf.

La présente disposition ne fait pas échec à la garantie des pertes indirectes prévue au chapitre 1 ci-avant.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 53/63
---	---	------------

28.1.3. Cas particuliers

- Bâtiments construits sur le terrain d'autrui

L'indemnité est toujours payée à l'Assuré ; elle est calculée comme s'il était propriétaire du fonds et ce, que les bâtiments soient reconstruits ou non.

- Bâtiments frappés d'expropriation ou destinés à la démolition

En cas d'expropriation des biens assurés et de transfert de contrat à l'autorité expropriante, l'indemnité est limitée à la valeur des matériaux évalués comme matériaux de démolition.

La même limitation est applicable aux bâtiments destinés à la démolition.

Après un dommage garanti par le présent contrat, en cas d'impossibilité légale, administrative ou réglementaire de reconstruction, l'indemnité est fixée au niveau le plus élevé des deux possibilités suivantes :

- soit en valeur à neuf comme indiquée ci-avant, bien que l'Assuré ne puisse fournir les justificatifs de reconstruction ou remplacement,
- soit le capital non amorti du contrat global de financement augmenté des frais et indemnités de résiliation dudit contrat.

Dans le cas où le contrat de financement ne porte que sur un pourcentage de travaux réalisés par le preneur de crédit-bail :

- le pourcentage financé en crédit-bail est indemnisé comme il est dit ci-avant avec la possibilité de choix,
- le pourcentage non financé en crédit-bail par le Souscripteur est indemnisé en valeur à neuf sans obligation de justificatifs.

En cas d'impossibilité partielle de reconstruction, la règle du choix ne porte que sur la partie "inconstructible".

- Matériels informatiques et de bureautique

A la condition d'être remplacés après sinistre, ces biens sont toujours indemnisés en valeur à neuf, sans abattement pour vétusté, durant les cinq premières années suivant leur première mise en service.

Au-delà de cette durée, l'Assuré peut opter :

- soit pour une indemnisation sur la base d'une valeur préalablement agréée par l'Assureur ;
- soit pour une indemnisation à dire d'experts.

- Matériels autres qu'informatiques et de bureautique

Lorsqu'ils subissent un dommage relevant du chapitre 2 ci-avant, ces matériels sont indemnisés comme suit :

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 54/63
---	---	------------

- en cas de sinistre total, c'est-à-dire d'un sinistre dont le montant des frais de réparation est supérieur ou égal à la valeur d'usage du bien sinistré, en valeur d'usage diminuée du montant de la franchise et du sauvetage ;
- en cas de sinistre partiel, c'est-à-dire d'un sinistre dont le montant des frais de réparation est inférieur à la valeur d'usage du bien sinistré, en valeur à neuf (donc sans application de vétusté), diminuée du montant de la franchise et du sauvetage.

- Biens qui ne sont jamais indemnisés en valeur à neuf

L'assurance "valeur à neuf" ne porte en aucun cas sur le linge, les effets d'habillement, les véhicules à moteur, les objets dont la valeur n'est pas réduite par leur ancienneté (notamment bijoux, pierreries, perles fines, dentelles, statues, tableaux de valeur, collections d'objets rares et précieux).

Elle ne porte pas non plus sur les machines, appareils, canalisations électriques et leurs accessoires, lorsque ces biens subissent un dommage électrique ; les matériels informatiques et de bureautiques restent cependant indemnisés comme indiqué ci-dessus.

28.2. Les marchandises

- Les matières premières, emballages et approvisionnements sont estimés d'après leur prix d'achat apprécié au dernier cours précédant le sinistre, frais de transport et de manutention compris ;
- Ces modes d'évaluation ne s'appliquent pas aux produits présentant un caractère de « rebut ».

28.3. Les titres, les valeurs, les pièces et lingots de métaux précieux

Ces biens sont estimés à leur dernier cours précédant le sinistre.

28.4. Les effets de commerce

Ceux-ci sont estimés à leur coût de reconstitution.

L'indemnité n'est réglée qu'au fur et à mesure de cette reconstitution et sur production de mémoires dûment vérifiés.

Ne donnent lieu à indemnité que les frais afférents aux opérations de reconstitution terminées dans un délai de deux ans à partir de la date du sinistre, sauf impossibilité matérielle justifiée avant l'expiration de ce délai.

Cependant l'Assureur indemnise l'Assuré de la perte subie dans la limite de la valeur nominale de chaque effet de commerce, lorsque :

- le tiré et ses avalistes deviennent insolvable en tout ou partie entre la date à laquelle l'effet de commerce vient à échéance et la date de sa reconstitution ;

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 55/63
---	---	------------

- l'impossibilité de reconstitution est dûment établie ;
- l'effet de commerce volé est payé avant opposition, à son échéance, par des débiteurs de bonne foi.

28.5. Les archives

L'Assureur indemnise la perte consécutive au coût de reconstitution des supports non informatiques d'informations.

On désigne par "coût de reconstitution" les frais effectivement engagés aux fins suivantes :

- la reconstitution ou le remplacement des supports matériels (papiers, plastiques, films, bois, métaux, ...) ;
- la reconstitution (conception, étude, etc) de l'information ;
- le report de l'information ainsi reconstituée sur un support matériel identique ou équivalent à celui qui a été endommagé ou détruit.

L'indemnité est réglée au fur et à mesure de cette reconstitution sur présentation de justificatifs.

Article 29 – Expertise – sauvetage

Préalable : l'Assureur communique à l'Assuré les informations relatives aux réseaux d'experts à disposition de ce dernier.

Si les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable contradictoire est toujours obligatoire sous réserve des droits respectifs des parties.

Chacune des parties choisit un expert ; un changement est possible en cours de procédure d'expertise (réorientation en fonction de la nature du sinistre, de son montant, par exemple).

Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert.

Les trois experts opèrent d'un commun accord et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal de Grande Instance ou du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel le sinistre s'est produit.

Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente faite au plus tôt quinze jours après l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée de mise en demeure avec avis de réception.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 56/63
---	---	------------

L'expertise après sinistre s'effectue, en cas d'assurance pour compte, avec le Souscripteur du contrat.

L'Assuré ne peut faire aucun délaissement des objets garantis.

Le sauvetage endommagé, comme le sauvetage intact, reste sa propriété même en cas de contestation sur sa valeur.

Faute d'accord sur l'estimation du sauvetage, chacune des parties peut demander, par simple requête au Président du Tribunal de Grande Instance ou du Tribunal de Commerce du lieu du sinistre, la désignation d'un expert pour procéder à cette estimation.

Article 30 – Obligations de l'Assuré en cas de sinistre

En cas de sinistre, l'Assuré doit :

30.1. Déclarer le sinistre à l'Assureur par écrit ou verbalement contre récépissé.

Cette déclaration doit être faite, sauf cas fortuit ou de force majeure, dans les trente jours où son service "assurances" en a eu connaissance ; les dispositions relatives au chapitre 7 "Catastrophes Naturelles" restent applicables.

En cas de mise en jeu de la garantie Vol (chapitre 3), la déclaration à l'Assureur doit être faite dans les deux jours ouvrés ; en outre, l'Assuré doit en cas de mise en jeu de la garantie Vol, dans le même délai, aviser le commissariat de police ou la gendarmerie de la localité.

30.2. Prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour en limiter l'importance, sauvegarder les biens garantis et le cas échéant récupérer les biens volés ou détournés.

30.3. Indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres Assureurs.

30.4. Fournir à l'Assureur un état des pertes, c'est-à-dire, un état estimatif détaillé, certifié sincère et signé par lui, des biens assurés, endommagés, détruits et sauvés.

30.5. Lors de mise en jeu de la garantie « tempête » et en cas de contestation, fournir, à titre de complément de preuve, une attestation de la station de météorologie nationale indiquant qu'au moment du sinistre, le vent atteignait ou dépassait 100 km/h.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 57/63
---	---	------------

30.6. Communiquer sur simple demande de l'Assureur et dans le plus bref délai, tous autres documents nécessaires à l'expertise.

30.7. Transmettre à l'Assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés, concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'Assuré.

30.8. Faute par l'Assuré de se conformer aux obligations prévues aux paragraphes 29.1 à 29.5 ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'Assureur peut réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Si l'Assuré fait de fausses déclarations, notamment exagère le montant des dommages, prétend détruits des biens n'existant pas lors du sinistre, dissimule ou soustrait tout ou partie des biens assurés, omet sciemment de déclarer l'existence d'autres assurances portant sur les mêmes risques, emploie comme justification des documents inexacts ou use de moyens frauduleux, l'Assuré est entièrement déchu de tout droit à indemnité sur l'ensemble des risques sinistrés, la déchéance étant indivisible entre les divers articles du contrat.

Article 31 – Dispositions diverses

31.1. Abrogation de la règle proportionnelle

Les capitaux assurés au titre de chaque garantie sont indiqués aux Conditions Particulières et accordés avec abrogation de la Règle Proportionnelle de Capitaux.

31.2. Connaissance des risques par l'Assureur

L'Assureur reconnaît avoir reçu tous les éléments d'information qui concourent à l'établissement de la présente police et des avenants ; il renonce donc à se prévaloir d'une non-dénomination quelconque dans la nature et la désignation des risques au jour du sinistre.

Si un tableau d'identification des risques assurés ou des plans sont annexés au présent contrat, ces éléments n'ont qu'un caractère indicatif.

Les inventaires des biens sujets à une quelconque dépréciation ne sont produits aux Assureurs qu'à titre de renseignements généraux et d'indication des existences au jour de l'Arrêté de ces inventaires, sans qu'en aucun cas les prix qui y figurent soient opposables à l'Assuré comme une présomption ou une preuve de la valeur des objets et marchandises qui y sont mentionnés.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 58/63
---	---	------------

31.3. Opération de travail par point chaud

L'Assuré s'engage à ne faire procéder à aucune opération de soudage, de découpage ou autre travail quelconque à la flamme, quel qu'il soit, dans l'enceinte du ou des établissements assurés, dans les cours et dépendances et aux abords immédiats de ceux-ci, sans une autorisation écrite de lui-même ou d'une personne mandatée par lui, à moins qu'il ne s'agisse de postes de travail inhérents aux opérations de fabrication effectuées dans le cadre normal de ses activités industrielles ou commerciales ou de travaux effectués dans l'atelier d'entretien.

Cette autorisation écrite, type "Permis de Feu", éditée par le Centre National de Prévention et de Protection – dont un modèle est consultable sur le web : <https://www.cnpp.com/>

Cette autorisation doit être signée par le Chef d'Entreprise ou son mandataire, par l'Agent veillant à la sécurité de l'opération et par l'opérateur.

L'Assureur renonce à toute sanction pécuniaire.

31.4. Acceptation par l'Assureur des clauses de renonciation à recours

L'Assureur accepte les clauses de renonciation à recours (passées, présentes et futures) consenties par l'Assuré, à charge pour ce dernier, de les communiquer à l'Assureur en cas de sinistre ; il renonce également à recours contre les bénéficiaires.

Toutefois, si la responsabilité de l'auteur ou responsable de sinistre est assurée, l'Assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets.

31.5. Assurance pour le compte de qui il appartiendra

Cette assurance s'applique aux biens dont l'Assuré est dépositaire ou détenteur à un titre quelconque.

L'Assurance joue d'abord comme une assurance de responsabilité et, à défaut, comme une assurance de chose.

Toutefois lorsque les tiers sont eux-mêmes assurés pour ces biens ou objets, la présente assurance ne joue jamais en coassurance, mais en complément en cas d'insuffisance de garantie.

31.6. Règlement des dommages et paiement des indemnités

En cas de sinistre couvert d'un montant estimatif supérieur à 20.000 €, l'Assureur s'engage à payer à l'Assuré, dans le mois qui suit la remise par ce dernier d'un état provisoire des pertes, un acompte de 40 % du montant de celui-ci.

Si, dans les trois mois à compter de la remise de l'état des pertes définitif, l'expertise n'est pas terminée, l'Assuré a le droit de faire courir les intérêts par sommation ; si elle n'est pas terminée dans les six mois, une pénalité de 15% du montant du sinistre sera exigible auprès de l'Assureur par l'Assuré.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 59/63
---	---	------------

Le paiement des indemnités est effectué dans les trente jours à compter de l'accord amiable des parties ou de la décision devenue exécutoire.

Ce délai ne court que du jour où l'Assuré a justifié de ses qualités à recevoir l'indemnité et, en cas d'opposition, du jour de la mainlevée ou de l'autorisation de payer.

Les dispositions du chapitre 7 "Catastrophes Naturelles" restent applicables.

31.7. Garantie automatique des risques nouveaux

Les augmentations de valeurs dues aux constructions, adjonctions, acquisitions ou locations de bâtiments, mobiliers personnels et matériels, aménagement et embellissements, marchandises qui pourraient intervenir pendant l'exercice en cours, sont garanties sans déclaration préalable.

Les risques nouveaux bénéficient donc de toutes les garanties du présent contrat, telles que mentionnées aux Conditions Particulières.

31.8. Garantie des bâtiments omis non intentionnellement

La garantie est acquise, dans la limite de 10% de la surface totale déclarée, à des établissements ou bâtiments qui auraient pu être omis non intentionnellement par l'Assuré postérieurement à la date de régularisation du patrimoine par l'Assuré.

L'Assuré s'engage à régulariser la cotisation relative à ces établissements ou bâtiments.

31.9. Régularisation de la prime provisionnelle

Lorsque suivant mention aux Conditions Particulières, une garantie est accordée à concurrence d'un capital révisable ou une prime est calculée sur la surface déclarée, la prime provisionnelle payée par l'Assuré est révisée en fin d'année d'assurance en fonction des déclarations faites par l'Assuré.

Celui-ci s'engage à faire connaître à l'Assureur le montant des existences ou surfaces à l'expiration de chaque période indiquée ; à défaut de déclaration, le plafond assuré ou la surface mentionnée aux Conditions Particulières est pris en considération.

L'Assureur détermine la moyenne arithmétique, base sur laquelle est calculée la prime due.

La différence entre la prime provisionnelle et la prime effectivement due est payée ou remboursée suivant décompte établi par avenant annuel de régularisation.

31.10. Adaptation périodique

La prime nette annuelle, ainsi que les capitaux évoluent en fonction de l'indice indiqué aux Conditions Particulières.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 60/63
---	---	------------

Cette adaptation périodique est continue, et, en cas de sinistre, les valeurs sont déterminées en fonction du dernier indice publié.

31.11. Domiciliation

L'Assuré est déchargé de toutes ses obligations dérivant du présent contrat lorsque celles-ci sont effectuées auprès du Cabinet indiqué aux Conditions Particulières.

31.12. Compétence judiciaire

Tout litige concernant l'interprétation des clauses et conditions du présent contrat relève de la seule compétence des juridictions françaises.

31.13. Faculté de résiliation

Le contrat est d'une durée de 1 (UN) an à compter du 01/01/2026 (soit jusqu'au 31/12/2026 à 24 heures). Il est renouvelable tacitement trois fois un an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 (QUATRE) ans.

Les parties se réservent la faculté de résilier le présent contrat à l'expiration de chaque année d'assurance, à charge par celle qui veut résilier de prévenir l'autre par lettre recommandée 6 (SIX) mois au moins avant l'échéance de la prime.

En cas de résiliation par l'Assureur suite à sinistre, elle prend effet 6 (SIX) mois après notification par lettre recommandée, sans que ce délai puisse excéder la date de la prochaine échéance annuelle, à moins que le souscripteur n'accepte de payer un prorata de prime pour le nombre de jours qui excède l'échéance.

En cas de majoration de prime par suite d'une modification de tarif, le Souscripteur peut résilier le contrat dans les 6 (SIX) mois qui suivent la date où il a eu connaissance de la modification.

31.14. Paiement des primes

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Les Compagnies considèrent également que les garanties sont acquises lorsque le paiement des primes supporte un retard lié aux contraintes administratives.

31.15. Limitation Contractuelle d'Indemnité (LCI)

LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITE – PATRIMOINE : le montant maximum de l'indemnité versée par l'Assureur au titre d'un même sinistre et fixé aux Conditions Particulières, quel que soit le nombre de bâtiments sinistrés et toutes garanties confondues (y compris les pertes et frais annexes, ainsi que les assurances de recours des voisins et des tiers, risques locatifs,

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 61/63
---	---	------------

recours des locataires). Par sinistre, on entend toutes les conséquences dommageables d'un même évènement ou fait générateur susceptible d'entraîner la garantie de la société. Cette limite de garantie est accordée sans qu'il soit dérogé aux sous limitations prévues dans le présent cahier des charges.

31.16. Territorialité

L'ensemble des sites indiqués aux adresses indiquées par l'Assuré et partout où besoin sera en France métropolitaine.

Les garanties définies dans le présent contrat seront réputées sans effet lorsque l'octroi de ces garanties exposera l'assureur à des sanctions, interdictions ou restrictions prises dans le cadre de résolution de l'ONU de sanctions commerciales ou économiques, lois et règlement de l'Union Européenne, du Royaume Uni ou des États Unis d'Amérique.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 62/63
---	---	------------

Annexes

- A01 – Adresse des sites à assurer de la CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
- A02- Document Prévention des risques
- A03 - Statistique sinistres DAB de du 01/01/2022 au 23/10/2025

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 63/63
---	---	------------

Lu et approuvé,

A _____

Le _____

Le Titulaire (les Titulaires)
Signature(s) et cachets(s)

A _____

Le _____

Le Pouvoir Adjudicateur
Signature et cachet